

RAPPORT annuel



1989



ORDRE
DES PSYCHOLOGUES
DU QUÉBEC

2

TABLE DES MATIÈRES

LE RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE	5
LE RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET SECRÉTAIRE	6
LE RAPPORT DES ACTIVITÉS	6
Le Bureau	6
Le Comité administratif	8
L'Assemblée générale	8
Les élections 1998	9
Le Bureau du syndic	9
Les activités statutaires	10
— Le Registrariat	10
— L'Office de la langue française	10
— Le Comité de révision	10
— Le Comité de discipline	11
— Le Comité d'inspection professionnelle	14
Les affaires professionnelles	15
Les communications	17
LE RAPPORT FINANCIER	18
ANNEXES	21
Les tableaux statistiques	21
Les prévisions budgétaires	22
La répartition estimée des dépenses	22

1100, avenue Beaumont, bureau 510, Mont-Royal (Québec) H3P 3H5
Téléphone : (514) 738-1881, 1-800-363-2644, télécopieur : (514) 737-6431

Publié par le Service des communications
Coordination : Diane Côté
Conception graphique : MardiGraine Inc.
Impression : Payette et Simms
Dépôt légal — 2^e trimestre 1999
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN-2-920818-28-7
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN-1483-0485

Monttréal, mai 1999	Montréal, mai 1999	Québec, mai 1999
Monsieur Jean K. Samson Président de l'Office des professions du Québec 800, place Youville, 10 ^e étage Québec (Québec) GIR 5ZJ	Madame Linda Goupil Ministre responsable de l'application des lois professionnelles Hôtel du Parlement Monsieur le président,	Monsieur Jean-Pierre Charbonneau, Président de l'Assemblée nationale Hôtel du Parlement Monsieur le président,

Madame la ministre,

J'ai le plaisir de vous soumettre, en votre qualité de ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le rapport annuel de l'ordre des psychologues du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 1999.

Veuillez agréer, Madame la ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués,

La présidente,
Rose-Marie Charest, M. A.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'ordre des psychologues du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

La ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
Linda Goupil

Le XXII^e Bureau

La présidente

Rose-Marie Charest

Le vice-président

Pierre Foucault

Les administrateurs et administratrices

Nicole Resnier

Région 01 - Bas Saint-Laurent / Gaspésie

Diane Marcoux

Région 02 - Saguenay / Lac Saint-Jean

Michel Bolduc

Guy Lafond

Charles Robitaille

Région 03 - Québec

Yves Vaugeois

Région 04 - Trois-Rivières

Marc Bolduc

Région 05 - Cantons de l'Est

Hélène Besner

Région 06 - Sud de Montréal

Le directeur général et secrétaire

René Corriveau

Gérald Côté

Martin Courcy

Catherine Desjardins

Pierre Foucault

Pierre Gendreau

Linda Gold-Greenberg

Luc Granger

Alain Lanson

André Surprenant

Jean Tremblay

Région 08 - Laurentides

Claude Daoust

Région 09 - Outaouais / Nord-Ouest

Yvette Palardy

Région 08 - Laurentides

Danièle Marchand

Responsable des affaires professionnelles

Nicole Gingras

secrétaire

Le Secrétariat général

René Corriveau, psychologue

directeur général et secrétaire

Stéphane Beaulieu, psychologue

Secrétaire général adjoint intérimaire

Janine Cressaty

secrétaire de comités

Françoise Gagnon

Coordonnatrice administrative

Pierre-Marcel Balmir

Technicien en comptabilité

Émilienne Martel

Commissaire de comptabilité

Suzanne Bergeron

secrétaire summuméraire

Élaine Dubreuil

secrétaire

Francine Pilon

secrétaire

Le Bureau du syndic

Michel Hivon, psychologue

Syndic

Jean Boudreau, psychologue

Syndic adjoint ad hoc

Louise Camirand-Duf, psychologue

Syndic adjointe

Le XXIII^e Comité administratif

Alain Lanson (depuis le 8 janvier 1999)

L'administratrice nommée par l'Office des professions du Québec

Gisèle G. Roy

Le directeur général et secrétaire

René Corriveau

Suzanne Castonguay, psychologue

syndic adjointe

Raymond David, psychologue

syndic adjoint ad hoc

Lise Deslauriers, psychologue

Syndic adjointe

Charles Y. Lachance, psychologue

Syndic adjoint ad hoc

Réjane Lambert, psychologue

Syndic adjoint ad hoc

Roxanne Marois, psychologue

Syndic adjoint ad hoc

André Normandeau, psychologue

Syndic adjoint ad hoc

Jocelyne Jarry Laurin

Secrétaire

Le Service des communications

Diane Côté

responsable des communications

Sonia Boucher

proposée à la référence

Pascale Leroux

proposée à la référence

Martha Morissette

réceptionniste

Louise Oostdyke

secrétaire

4

Le rapport de la présidente

CET RAPPORT COUVE l'exercice 1998-1999, soit la période du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999. C'est en mal que j'ai eu l'honneur d'être élue à la présidence de l'Ordre. Je remercie mon prédecesseur, M. Jean-Pierre Deschénes, d'avoir maintenu le cap vers l'avenir de la profession malgré la forte tempête qui sévissait.

Sa vigilance et sa détermination à faire avancer les travaux de la refonte administrative n'ont permis de poser le pied sur un terrain relativement solide pour en poursuivre l'implantation.

La refonte administrative

Plusieurs des comités de travail constitués à l'automne de 1997, pour étudier les suites à donner aux recommandations du plan de redressement, ont remis leur rapport au Bureau d'avril, ce qui a permis de les présenter aux membres présents dans le cadre du congrès de 1998. Les travaux d'autres comités se sont poursuivis au cours de l'année. L'implantation d'un grand nombre de nouvelles procédures adoptées, bien qu'exigeante, assure à notre Ordre une solidité administrative et politique de plus en plus grande.

Le projet de fusion-intégration

Au printemps de 1998, j'ai participé avec mon prédecesseur à une tournée régionale portant notamment sur le projet de fusion-intégration. Il s'agissait d'une façon d'informer les membres des différents éléments de ce dossier et de recueillir leur avis. L'importance des enjeux nous a conduits par la suite à procéder à un référendum général comme modalité de consultation des membres. La question posée était : « Êtes-vous pour ou contre la fusion de l'Ordre des psychologues du Québec avec l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec et l'intégration dans cet ordre fusionné des psychoéducateurs, des sexologues et des psychothérapeutes compétents mais non admissibles à un ordre professionnel aux conditions proposées dans le protocole d'en-tête ? » Les résultats ont été clairs. Le taux de participation a été de 60 %. Le non l'a emporté à 88 %. En conséquence, le Bureau s'est prononcé contre le projet de fusion intégration.

Les priorités

L'Ordre consacre la très grande majorité de ses ressources aux fonctions

statutaires qui découlent de sa mission principale de protection du public. Cependant, l'Ordre adopte annuellement des priorités qui déterminent les choix ultérieurs concernant le développement de la profession, lequel participe à la protection du public. Au cours de l'année qui se termine, les priorités étaient formulées de la manière suivante :

- Clarifier la position de l'Ordre et du Bureau en ce qui concerne sa mission et le rôle que pourrait jouer un certain mouvement associatif et, ce faisant, harmoniser les relations avec les divers regroupements et associations, notamment en favorisant l'inscription des membres à l'un ou l'autre des divers regroupements et en diffusant toute information pertinente pouvant soutenir la vie associative.
- Assurer et garantir l'accès du public aux services psychologiques, notamment la psychothérapie, l'expertise psychologique, la médiation familiale et, pour ce faire, effectuer des représentations auprès des instances gouvernementales ou autres.
- Élaborer, adopter et mettre en application un programme quinquennal de formation continue continu formé aux décisions prises par le Bureau relativement aux travaux du Comité *ad hoc* sur la formation continue.
- Constituer une banque d'experts compétents capables de réagir rapidement et de façon coordonnée pour éclairer le public sur les services professionnels offerts par les membres, notamment en situation de crise.

La psychothérapie

Le 5 juin dernier, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi 433, qui réserve le titre de psychothérapeute après que l'Office des professions aura adopté un règlement déterminant quels ordres professionnels peuvent délivrer le permis de psychothérapeute. La loi prévoit en outre que l'Office fixe les normes de délivrance d'un permis de psychothérapeute et puise, à cette fin, établir des normes ou des catégories de normes pouvant varier selon chaque ordre professionnel.

Déjà en 1985, l'Ordre des psychologues alertait l'Office sur le fait que



des personnes non compétentes pour le faire pratiquer la psychothérapie et que le public n'était donc pas protégé en cette matière. Le Bureau a toujours cette préoccupation, mais doute de l'efficacité des moyens choisis pour atteindre l'objectif visé.

C'est pourquoi le Bureau a créé un comité sur la réglementation du titre de psychothérapeute, pour veiller à ce que les professionnels identifiés comme pouvant se prévaloir de ce titre possèdent réellement la formation pertinente et suffisante pour le faire. Par ailleurs, la position de l'Ordre a toujours été et demeure que la réserve du titre de psychothérapeute, pour protéger le public, ne suffit pas à protéger le public car ceux qui n'ont pas les compétences pour se présenter sous un autre titre et continuer à pratiquer de la même manière.

La mission de l'ordre

Dans le contexte de la refonte administrative, l'Ordre s'est penché sur la définition de sa mission. L'énoncé de mission suivant a été adopté :

- L'Ordre des psychologues du Québec a pour principale mission la protection du public. Pour ce faire il s'assure de la qualité des services offerts par les membres;

À cette fin il doit notamment : établir les conditions d'accès à la profession; identifier le geste psychologique; favoriser et coordonner la formation continue et le perfectionnement des membres; surveiller l'exercice de la profession par les membres; recevoir et étudier les plaintes de clients de psychologues et assurer les mécanismes d'enquête et de discipline prévus au Code des professions; surveiller tout empêtrement du champ d'exercice des psychologues par des personnes non qualifiées.

En conclusion

À cette fin il peut notamment :

- intervenir auprès du gouvernement et des décideurs pour faire reconnaître les compétences particulières des psychologues en fonction des besoins de la société;

• favoriser le développement de champs de spécialisation et d'experts particuliers en fonction de nouvelles réalités et de nouveaux besoins;

• chercher à obtenir des actes réservés pour les psychologues.

défend l'accèsabilité aux services psychologiques;

À cette fin il peut notamment : favoriser la diffusion des connaissances en psychologie et faire connaître les services offerts par les psychologues; faciliter la présence publique des psychologues; effectuer toutes les représentations jugées utiles auprès des instances judiciaires pour favoriser l'accès du public aux services offerts par les psychologues.

En conclusion

L'Ordre des psychologues a traversé

une crise politique, administrative et

médiatique. L'Ordre a voulu non seu-

lement résoudre cette crise, mais

mettre en place des mécanismes qui

permettraient d'éviter qu'elle se re-

produise. Les membres et les adminis-

trateurs sont conscients que plu-

sieurs personnes, dont le niveau de

compétence est variable, cherchent à

ouvrir dans le champ de la psycholo-

gie. Le public québécois doit pouvoir

faire des choix éclairés et avoir accès

à des services psychologiques de qua-

lité. L'Ordre des psychologues y veille,

considérant qu'il s'agit là de sa mis-

sion.

Rose-Marie Charest

psychologue, présidente

Le rapport du directeur général et secrétaire

Le Bureau

Le rapport des activités

UR LE plan financier, les résultats obtenus pour l'exercice 1998-1999 sont dignes d'intérêt. En effet, bien que les prévisions budgétaires établies en début d'année laissaient prévoir un équilibre financier, l'année s'est terminée avec un excédent des revenus sur les dépenses de l'ordre de 206 683 \$. Ce résultat s'explique par des revenus légèrement supérieurs à ceux anticipés et des dépenses un peu moindres que celles qui avaient été prévues. Par ailleurs, la situation financière de l'Ordre devrait demeurer relativement stable, puisque les prévisions budgétaires 1999-2000 permettent, de nouveau, d'envisager un équilibre budgétaire.

En ce qui concerne les activités statutaires, vous pourrez constater, en lisant les différents rapports présentés dans les pages suivantes, qu'elles ont été nombreuses et variées.

Compte tenu de certains départs et du fait que des postes vacants n'ont pas été comblés, les ressources hu-

maines du siège social ont été surtaxées pour répondre aux besoins. En effet, cette année encore, les employés du siège social ont consenti à d'importants efforts supplémentaires qui se sont traduits, selon les cas, par des charges de travail additionnelles, des heures de travail plus longues, une pression de production accrue, etc. C'est notamment pour trouver une solution à ce problème chronique que le Comité administratif a demandé que soit réalisée une étude visant à mettre au point un plan d'organisation. Le rapport, qui contient 24 recommandations, a été présenté au Comité administratif à la toute fin de l'exercice financier.

Malgré son importance capitale, la contribution du personnel permanent ne se reflète dans aucun des rapports financiers, statistiques ou autres des pages suivantes. C'est pourquoi il n'apparaît essentiel d'en faire mention ici.

**René Corriveau, psychologue
Directeur général et secrétaire**

LE BUREAU est l'instance décisionnelle la plus importante de l'Ordre. Détenant tous les pouvoirs sauf ceux qu'il choisit de déléguer, le Bureau se doit de définir les objectifs et les orientations de l'Ordre. Il est composé de la présidente et de 24 administrateurs. Vingt d'entre eux sont des psychologues représentant les neuf régions administratives du Québec. Quatre administrateurs sont nommés par l'Office des professions du Québec pour représenter le public. Le directeur général et secrétaire participent aux travaux et délibérations du Bureau et y joue un rôle consultatif.

Au cours de l'exercice financier 1998-1999, le Bureau s'est réuni à sept reprises en séances régulières et a tenu trois réunions extraordinaires. Une réunion s'est déroulée sur une période de trois jours alors que deux autres réunions se sont déroulées sur une période de deux jours chacune. Le Bureau est appelé à prendre des décisions dans un nombre considérable de dossiers. Voici, en résumé, les principaux dossiers qui ont été étudiés au cours des travaux du Bureau et qui ont mené à l'adoption de résolutions.

Les activités relées à la protection du public

En relation avec le dossier disciplinaire 33-96-00160, le Bureau a reçu le rapport final d'évaluation du stage effectué par le psychologue concerné, en application d'une résolution antérieure du Bureau qui entérinait la recommandation du Comité de discipline à son endroit. Après étude, le Bureau a résolu de mettre fin au stage. Le stage en question consistait en une supervision d'une durée de 24 mois, à raison de 1 heure et demie par 2 semaines, portant sur les activités reliées au traitement des structures de personnalité limitée.

— En rapport avec le dossier disciplinaire 33-95-00137, le Bureau a pris connaissance du rapport d'évaluation du travail effectué par le psychologue concerné dans le cadre du stage de perfectionnement qu'il a effectué en application de la décision du Bureau, qui entérinait la recommandation formulée à cet effet par le Comité de discipline. Le stage en question devait consister en une supervision pendant une période de 90 heures portant sur tous les dossiers relatifs à la pratique professionnelle du psychologue avec une clientèle féminine. Après examen, le Bureau a constaté que le psychologue concerné avait satisfait aux exigences et a, en conséquence, mis fin à son stage de perfectionnement.

— Le Bureau a également reçu le rapport final d'évaluation du travail effectué par le psychologue concerné dans le cadre du stage de perfectionnement qu'il effectuait, en application d'une résolution antérieure par laquelle le Bureau avait entériné les recommandations formulées par le Comité de discipline en rapport avec le dossier disciplinaire 33-94-00131. Ces recommandations visaient à obliger le psychologue concerné à effectuer un stage de perfectionnement sous forme de supervision pendant une période de 12 mois, à raison de 2 heures par mois, en expertise psychologique en matière de garde d'enfants. Compte tenu du rapport favorable présenté par le maître de stage, le Bureau a résolu de mettre fin au stage de perfectionnement.

— Le Bureau a entériné la recommandation formulée par le Comité de discipline en rapport avec le dossier disciplinaire 33-95-00143 à l'effet d'obliger la psychologue concernée au terme de la période de limitation du droit d'exercice imposée par le Comité de discipline à faire un stage de perfectionnement consistant en une supervision, pendant une période d'une année, de tous ses dossiers d'expertise comportant des allégations d'abus sexuel, auprès d'un maître de stage, psychologue clinicien(ne) expérimenté(e) à être approuvé(e) par le Bureau à la suite de la présentation d'un programme de supervision.

— Le Bureau a également entériné la recommandation formulée par le Comité de discipline en rapport avec le dossier disciplinaire 33-98-00204, à savoir obliger la psychologue concernée, au terme de la période de limitation du droit d'exercice imposée par le Comité de discipline, à faire un stage de perfectionnement consistant en une supervision de ses quatre (4) prochains dossiers d'évaluation psychologique pour lesquels elle devra soumettre un rapport d'évaluation. Le stage devra être effectué auprès d'un maître de stage, psychologue clinicien(ne) expérimenté(e) à être approuvé(e) par le Bureau, à la suite de la présentation d'un programme de supervision.

— En application des dispositions de

l'article 55.1 du Code des professions,

le Bureau a résolu de ne pas procéder à

la radiation du tableau ou à la limita-

tion du droit d'exercice d'un psycho-

logue qui avait été reconnu coupable

d'une infraction criminelle en raison du

fait que, de l'avavis du Bureau, il n'y avait pas de lien entre cette infraction et

l'exercice de la profession.

— Par contre, en application des dispositions du même article du Code des professions, le Bureau a procédé à la radiation d'un psychologue qui a fait l'objet d'une décision disciplinaire rendue hors du Québec, compte tenu du fait qu'une telle décision, si elle avait été rendue au Québec, aurait eu l'effet d'une radiation du tableau imposée par le Comité de discipline de l'Ordre.

— Le Bureau a adopté le programme de surveillance générale de la profession pour 1998-1999 mis au point par le Comité d'inspection professionnelle.

— Radiation des psychologues qui n'ont pas acquitté le plein montant de leur cotisation annuelle 1998-1999, qui ont fait défaut de produire les documents attestant de leur droit à une réduction de la cotisation ou qui n'ont pas fourni la preuve qu'ils ont adhéré au contrat du régime collectif d'assurance de la responsabilité professionnelle conclu par l'Ordre ou que leur employeur détient une garantie en vigueur équivalente contre la responsabilité qu'ils peuvent encourrir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exercice de leur profession.

— Adoption d'une position officielle de l'Ordre en rapport avec les frais exigibles des clients qui ne se présentent pas aux rendez-vous fixés.

— En rapport avec les projets de fusion avec l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec et d'intégration des psychoéducateurs et des sexologues au nouvel ordre fusionné, les membres du Bureau ont confié à un comité spécial le mandat de mettre au point un plan stratégique d'intervention. Les membres du Bureau ont, par la suite, entériné les résultats de la consultation générale de tous les psychologues membres de l'Ordre et, en conséquence, se sont prononcés contre la fusion de l'Ordre des psychologues avec l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec et l'intégration dans cet ordre fusionné des psychoéducateurs, des sexologues et des psychothérapeutes compétents mais non admissibles à un ordre professionnel aux conditions proposées.

— Un comité de travail spécial a également été constitué en rapport avec le projet de règlementation du titre de psychothérapeute dans le but de faire valoir le point de vue particulier de l'Ordre dans ce dossier.

— En ce qui concerne le projet de réforme du système professionnel proposé par l'Office des professions, les membres du Bureau se sont prononcés en faveur de la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles à l'effet de confier à un comité indépendant de l'Office des professions du Québec le rôle de maître d'œuvre de la réforme. Des candidatures ont également été proposées en vue de la constitution de ce comité.

Les Comités de la réforme administrative

— Étude du rapport du Comité sur la mission de l'Ordre;

— adoption d'un énoncé de mission;

— révision du statut confidentiel du rapport final du Comité du plan de redressement;

— étude des projets de politiques sur les communications entre les employés du siège social et les administrateurs, les communications des membres du Bureau à la suite de séances régulières, et à huis clos du Bureau, la présence d'observateurs lors des réunions régulières du Bureau de même que sur les communications des psychologues avec les membres du Bureau;

— certaines résolutions antérieures du Bureau ont été rescindées de façon à pouvoir former un nouveau groupe de travail dont le mandat consiste à coordonner, d'ici à la fin de 1999, l'énoncé des règles de nature éthique, déontologiques, méthodologiques et pédagogiques visant la pratique de la psychologie en général et dans chacun de ses champs particuliers;

— adoption des critères de sélection relatifs à la banque d'experts du Bureau du syndic;

— adoption d'une Procédure du Bureau du syndic qui sera mise en application de façon exploratoire jusqu'au mois de septembre 1999;

— étude du rapport final du Comité des politiques de gestion des ressources humaines.

Les affaires professionnelles

— Les priorités pour l'exercice 1998-1999 ont été adoptées;

— adoption du plan de communication pour 1998-1999;

tive d'étude et de suivi des demandes de délivrance de permis par voie d'équivalence;

— les modalités techniques relatives à la tenue de l'assemblée générale annuelle 1999 ont été déterminées;

— étude et suivi des recommandations de l'assemblée générale annuelle 1998;

— la recommandation du Bureau à l'AGA 1998 sur la nomination des vérificateurs-comptables de l'Ordre pour l'exercice financier 1998-1999 a été adoptée;

— élection des membres du XXIII^e Comité administratif et celle du vice-président;

— sur réception de l'avis de démission d'un membre du Comité administratif, désignation d'un nouvel administrateur élu au sein du XXIII^e Comité administratif;

— désignation des administrateurs de Montréal dont le mandat a été prolongé d'une année, conformément aux dispositions du nouveau Règlement sur les élections au Bureau de l'OPQ;

— les nominations suivantes ont été faites :

- désignation des membres du Comité de vérification interne;
- désignation des membres du Comité des communications;
- renouvellement des mandats de trois syndics adjoints;
- après étude et discussion des recommandations formulées par le nouveau Comité de sélection des syndics, désignation d'un nouveau syndic adjoint *ad hoc* (21 heures / semaine);
- désignation d'un syndic intérimaire;
- désignation de syndics adjoints *ad hoc*;
- engagement d'un procureur *ad hoc*;
- renouvellement des membres du Comité de discipline;
- renouvellement du mandat de trois membres du Comité d'inspection professionnelle et désignation de deux nouveaux membres;
- renouvellement du mandat des inspecteurs de l'inspection professionnelle;

— Les prévisions budgétaires 1998-1999 ont été adoptées;

— les état financiers annuels et semestriels ont été adoptés;

— adoption du document d'information sur les conditions d'admission à l'Ordre et de la procédure administrati-

— le Bureau a adopté les orientations proposées par le Comité spécial sur les services psychologiques dans les cas de sinistres ou de catastrophes. Le rapport du Comité a, par la suite, fait l'objet d'une présentation à la Commission Nicole;

— le Bureau a reçu le rapport final du Comité de la formation continue; deux administratrices ont été mandatées pour formuler des recommandations pour l'implantation du programme proposé; création d'un comité permanent de la formation continue dont la composition sera déterminée ultérieurement;

— création d'un comité spécial ayant pour mandat d'établir des normes de pratique pour les psychologues en milieu carcéral;

— après étude et discussion, le nouveau guide sur les normes de pratique en matière d'évaluation aux fins de dérogation à l'âge d'admission à l'école a été adopté par le Bureau;

— un comité spécial a également été constitué pour élaborer un plan d'intervention et d'organisation de services psychologiques dans les cas de sinistres ou de catastrophes et pour planifier une stratégie visant à ce que le plan soit reconnu par les autorités politiques afin d'être intégré dans les mesures d'urgence officielle du gouvernement;

— création d'un comité permanent du Bureau désigné sous le nom de Comité éthique et déontologie de l'OPQ dont le mandat consiste à définir et à tenir à jour le corpus psychologique qui permettra d'éclairer le Bureau sur l'évolution des multiples volets requis à l'identification et au maintien du statut professionnel du psychologue;

— adoption d'une résolution visant l'annulation du congrès annuel 1999 et l'organisation d'un congrès de plus grande envergure en l'an 2000 et ce, en collaboration avec les regroupements de psychologues.

Les finances, le fonctionnement, les structures

- Les prévisions budgétaires 1998-1999 ont été adoptées;
- les état financiers annuels et semestriels ont été adoptés;
- adoption du document d'information sur les conditions d'admission à l'Ordre et de la procédure administra-

Le Comité administratif

Le Comité administratif s'est réuni à huit reprises en réunions régulières et a tenu cinq réunions extraordinaires. Le Comité administratif est chargé de procéder à l'étude des différents projets soumis à l'attention du Bureau et de voir à la bonne marche des opérations courantes de l'Ordre. De plus, il exerce un certain nombre des pouvoirs du Bureau, qui lui ont été délégués par règlement et par résolution. Le Comité administratif est composé de la présidente, du vice-président, de deux administrateurs élus et d'un représentant du public choisis annuellement parmi les membres du Bureau de l'Ordre. Les principales décisions prises par le Comité administratif sont les suivantes :

La protection du public

— Admission de nouveaux membres et étude des demandes spéciales de re-inscription ou d'annulation de retrait du Tableau des membres;

— accréditation de plusieurs psychologues à titre de médiateurs familiaux;

— étude du projet de Règlement sur les normes d'équivalence de la formation en vue de la délivrance d'un permis par l'OPQ;

— adoption, en application des articles 48 et 49 du Code des professions, d'une ordonnance d'examen médical en vue d'évaluer si l'état de santé psychologique d'une psychologue était comparable avec l'exercice de la profession;

— étude des rapports d'expertise présentés et adoption, compte tenu de ces rapports, d'une résolution visant à ne pas limiter le droit de pratique de la psychologue concernée;

— étude d'une demande de reconnaissance des programmes de Ph. D. (*Counseling Psychology*) et de Ph. D. (*Editorial Psychology*) (*Major in School / Applied Child Psychology*) de l'Université McGill et du programme de Ph. D. (option clinique) de l'Université Laval pour inclusion dans la liste des diplômes donnant accès au permis de l'OPQ;

— adoption d'un mandat de poursuite pour usurpation du titre de psychologue.

— étude préalable des recommandations adoptées par l'assemblée générale annuelle 1998 à l'intention du Bureau;

— étude préalable au renouvellement du programme d'assurance de personnes à l'intention des psychologues;

— suivi des différents dossiers relâchés aux priorités 1998-1999;

— nomination d'un membre de l'Ordre au Comité de rédaction de la Revue québécoise de psychologie;

— préparation de la publication du Répertoire 1998 des membres de l'Ordre;

— nomination des représentants de l'Ordre au Conseil provincial des associations de psychologues et au State Leadership Conference organisé par l'American Psychological Association.

Les finances, le fonctionnement, les structures

— La gestion des ressources financières : étude des rapports financiers mensuels, semestriels et annuels; allocations budgétaires pour activités régionales; autorisations de projets particuliers; préparation des prévisions budgétaires 1997-1998; rétribution de la présidente et du vice-président; aménagements relâchés au départ du président sortant; révision de la politique de rétribution des membres de comités;

— la gestion des ressources humaines : étude des diverses demandes de perfectionnement présentées par les employés du siège social et approbation d'une formation destinée au personnel; mise au point d'une politique concernant la candidature d'un employé à une élection au Bureau de l'Ordre; évaluations du personnel; plan d'organisation;

— la gestion des ressources matérielles : étude de projets d'achat d'équipement informatique et de mobilier;

— mise au point d'un manuel de gestion;

— bilan du congrès 1998 et étude d'un projet en rapport avec les congrès de 1999 et de 2000;

— révision du formulaire d'inscription au Tableau de l'Ordre;

— diverses demandes d'appui ont été étudiées;

— suivi de deux dossiers de poursuite judiciaire en réclamation d'honoraires;

— les nominations de psychologues aux instances suivantes ont été faites : • scrutateurs aux fins de l'élection 1999 au Bureau de l'Ordre;

• Comité des examinateurs.

Les affaires professionnelles et le suivi des comités

— L'évolution de chacun des dossiers relatifs aux Priorités 1997-1998 a fait l'objet de discussions et de comptes rendus sur une base régulière, lors des réunions du Comité administratif;

— suivi du dossier relatif à l'Accord sur le commerce intérieur;

— révision de la politique de soutien aux groupes d'intérêt;

L'Assemblée générale annuelle 1998

C'est le samedi 6 juin 1998 que s'est tenue, à la salle Duquesne de l'Hôtel Radisson Gouverneurs de Québec, l'Assemblée générale annuelle 1998 des membres de l'Ordre. Au total, 79 membres y ont participé. C'est la nouvelle présidente de l'Ordre, Mme Rose-Marie Charest, M. A., qui, après avoir constaté le quorum et souhaité la bienvenue aux membres présents, a déclaré l'assemblée ouverte.

Par la suite, le président sortant, M. Jean-Pierre Deschénes, M. A., a présenté un rapport des principales activités de l'Ordre au cours de l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 1998. L'ensemble des activités de l'Ordre se trouve exposé dans le *Rapport annuel 1997-1998*. L'assemblée a unanimement remercié le président sortant pour l'intégrité, la compétence et la détermination avec lesquelles il s'est acquitté de son mandat de président intérimaire.

Le président sortant du Comité de vérification, M. Yves Vaugois, et M. Raymond Morcel, c.a., membre du Comité, ont, par la suite, présenté les états financiers 1997-1998. Ils ont répondu aux questions qui leur ont été adressées et fourni quelques informations additionnelles.

L'assemblée s'est prononcée en faveur du renouvellement du mandat de la firme Pétrel Raymond à titre de vérificateurs-comptables de l'Ordre pour l'exercice 1998-1999.

Par ailleurs, le directeur général et secrétaire a présenté le rapport de l'élection 1998 au Bureau de l'Ordre.

Pour sa part, la présidente a présenté les membres du XXII^e Bureau et du XXIII^e Comité administratif.

Commencée à 16 h, l'assemblée a été levée à 19 h 20.

Enfin, la présidente a fait rapport des suites données aux recommandations adoptées par l'assemblée générale de l'année dernière à l'intention du Bureau de l'Ordre. Par la suite, les recommandations suivantes ont été adoptées :

— que soit recommandé au Bureau d'examiner dès sa réunion du 19 juin 1998 la possibilité de débloquer un budget de 50 000 \$ pour faciliter la mise sur pied du mouvement associatif;

— que soit recommandé au Bureau de diffuser le rapport final du Comité du plan de redressement;

— que soit recommandé au Bureau de rendre publiques les décisions adoptées lors de discussions à huis clos, dans la mesure où cela est possible et non contraire aux lois;

— que soit recommandé au Bureau d'examiner la possibilité de mettre sur pied une commission d'enquête sur les allégations qui circulent dans l'informel et où chaque personne qui s'est crue téssée à un moment ou à un autre, dans l'histoire passée et actuelle, puisse s'adresser à l'Ordre directement et être entendue sous protection par les administrateurs.

Commencée à 16 h, l'assemblée a été levée à 19 h 20.

Les élections 1998

À LA CLÔTURE de la période de mise en candidature, le 7 avril 1998 à 17 h, le tableau électoral se présentait comme suit :

Présidence

Candidats :
Mme Rose-Marie Charest
M. Martin Courcy
M. François Leduc

Administrateurs / Administratrices

Région 02 - Saguenay / Lac Saint-Jean

Candidats
Mme Diane Marcoux
M. Réjean Simard

Région 03 - Québec

Candidats
M. Marc Bolduc
M. Gaétan Langlois

Région 05 - Cantons de l'Est

Candidats
M. Marc Bolduc
M. Gaétan Langlois

Région 07 - Montréal

Candidats
M. Gérard Côté
Mme Catherine Desjardins
Mme Marie-Thérèse Dugré
M. Pierre Foucault
M. Pierre Gendreau
M. Luc Granger
M. Claude Guédé
Mme Suzanne Jodoin

M. Claude Jay Lautman
M. Patrice Rulfo-Pinard
Mme Diane Thibodeau

Région 08 - Laurentides

Candidat :

M. Paul Bolduc

Résultats du scrutin

En conséquence, il y a donc eu élection à la présidence et pour chacun des postes d'administrateurs / administratrices mis en élection. Au terme du scrutin tenu du 22 avril au 7 mai 1998 à 17 h, les résultats obtenus ont été les suivants :

Administrateurs / Administratrices :

Mme Suzanne Jodoin	405
M. Claude Jay Lautman	385
M. Patrice Rulfo-Pinard	388
Mme Diane Thibodeau	268

Administrateurs / Administratrices :

Région 02 - Saguenay / Lac Saint-Jean

Résultats du scrutin

Administrateurs / Administratrices :

Région 03 - Québec

Résultats du scrutin

Administrateurs / Administratrices :

Région 05 - Cantons de l'Est

Résultats du scrutin

Administrateurs / Administratrices :

Région 07 - Montréal

Résultats du scrutin

Administrateurs / Administratrices :

Région 08 - Laurentides

Résultats du scrutin

Le Bureau du syndic

L'ORDRE des psychologues du Québec a pour principale mission la protection du public. Parmi les stratégies mises de l'avant pour y parvenir, les actions visant à s'assurer de la qualité des services offerts par les membres se situent en tête de liste.

Il faut préciser ici que le Code des professions prévoit la création au sein de chaque ordre professionnel d'un poste de syndic, dont la tâche consiste à recevoir, à étudier les plaintes de clients et à faire enquête. Au terme de cette démarche, si la plainte est fondée, le syndic va déposer la plainte auprès du Comité de discipline pour qu'il la juge et qu'il décide des mesures disciplinaires appropriées.

Au sein de l'Ordre des psychologues du Québec, le syndic et les syndics adjoints ont été amenés au fil des ans à combler à un autre besoin : celui de répondre au questionnement des psychologues travaillant dans tous les champs de pratique, qui s'interrogent sur les meilleures conduites à adopter pour assurer un service professionnel conforme au Code de déontologie des psychologues.

Région 08 - Laurentides

188 des 410 psychologues de cette région ayant droit de vote se sont prévus de ce droit établissant ainsi le taux de participation au scrutin à 45,9 %. Les 182 bulletins de vote valides se sont répartis de la façon suivante :

M. Paul Boiduc 43

Mme Yvette Palardy 139

M. Daniel Labelle 49

M. Michel Bolduc 206

M. Charles Robitaille 233

M. Réjean Simard 18

M. Pierre Gendreau 17

M. Luc Granger 17

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jodoin 53

M. Claude Jay Lautman 53

M. Patrice Rulfo-Pinard 53

Mme Diane Thibodeau 53

M. Gérald Côté 53

Mme Catherine Desjardins 53

Mme Marie-Thérèse Dugré 53

M. Pierre Foucault 53

M. Pierre Gendreau 53

M. Luc Granger 53

M. Claude Guédé 53

Mme Suzanne Jod

Les activités statutaires

arrive également que la situation soulevée par un client nécessite le déclenchement d'un processus d'enquête pour évaluer le fondement de la plainte émise contre un psychologue ou une démarche de conciliation à propos des honoraires.

Répartition des demandes ayant conduit à une enquête ou à une conciliation d'honoraires

Année	Équité	Cocinelle	Total
1994-1995	100	5	105
1995-1996	102	3	105
1996-1997	89	6	95
1997-1998	99	2	101
1998-1999	100	5	105
Tot			105

La répartition des plaintes qui conduisent à une enquête ou à une demande de conciliation d'honoraires a quelque peu varié au cours des cinq dernières années, mais demeure dans le même ordre de grandeur.

Les dossiers de conciliation d'honoraires et l'arbitrage

Le Bureau du syndic est régi par le Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des psychologues. Cinq différends portant sur les honoraires professionnels des psychologues ont fait l'objet de conciliation au cours de la dernière année. Deux de ces conciliations portaient sur des dossiers non résolus à la fin de l'année 1997-1998. Cette conciliation a permis de régler chaque fois les différends.

Il n'y a donc pas eu d'arbitrage. Ce mécanisme, mis en place pour trancher les cas non résolus, n'a pas eu à être utilisé.

Les dossiers d'enquête

En 1998-1999, 100 plaintes ont été acceptées pour enquête. Ce nombre s'ajoute aux 52 dossiers dont le traitement n'avait pas été complété au 30 mars 1998.

Il faut mentionner que malgré la réduction du nombre des heures réalisées au sein du Bureau à cause du remplacement des membres du personnel, 22 dossiers ont été fermés. Le règlement de ces dossiers a été fait pour différents motifs qui sont décrits dans le tableau suivant.

Résultat des enquêtes complétées en 1998-1999

Résultat	Nombre
Dépôt de la plainte au Comité de discipline	10
Règlement à la suite d'une conciliation	5
Plaintes non fondées ou retirées à la demande du plaignant	7
Total	22

Au 30 mars 1999, il reste 130 enquêtes à entreprendre ou à compléter.

Le tableau ci-dessous répartit en différentes catégories les plaintes reçues au cours de l'année financière écoulée et indique pour chacune le nombre de cas concernés.

Répartition des demandes d'enquête reçues en 1998-1999

Nom de la plainte	Nombre
Allégations d'inconduite sexuelle	2
Conciliation d'honoraires	3
Conflit d'intérêts	1
Évaluation fautive dans le cadre d'une expertise en matière familiale	37
autres cas : sélection, libération conditionnelle, etc.	26
Manquement au secret professionnel	4
Problème de comportement ou d'attitude en cours de traitement	32
Tot	105

En proportion, le nombre de plaintes découlant d'une évaluation laudative a légèrement augmenté, en comparaison avec la situation rapportée à la fin de l'année financière 1997-1998.

Demandes d'avis écrit au Bureau du syndic

Régulièrement, le Bureau du syndic reçoit diverses demandes d'avis ou d'opinion provenant des membres, du Comité d'inspection professionnelle, d'organismes divers ou encore du public.

Ces demandes portent sur divers sujets et touchent directement la pratique de la profession de psychologue.

Autres faits à signaler

L'arrivée de nouveaux membres au sein du Bureau et l'introduction l'automne dernier d'une procédure pour le traitement des plaintes ont fait naître un besoin de formation pour les psychologues travaillant sur des dossiers d'enquête.

Mentionnons le travail accompli par Mme Louise Camirand-Duff, qui a assumé la charge de syndic intérimaire durant plusieurs mois, avec une équipe composée des syndics adjoints Suzanne Castonguay, Lise Deslauriers, Charles Châteauneuf et Jocelyne Laurin sur le plan administratif.

Malgré l'introduction de délais, attribuables au fait que certains postes ont été vacants pendant plusieurs semaines, un effort a été fait pour assurer la même rigueur dans les enquêtes et garantir la qualité du travail.

De plus, à la fin de l'année financière, un inventaire des ressources à la disposition du Bureau du syndic a également été entrepris dans le but de systématiser l'information, documenter les processus de travail et les améliorer, de façon à réduire le temps de traitement des dossiers et celui de réponse aux appels reçus.

Les demandes d'admission des autres candidats qui détiennent des diplômes étrangers ou des diplômes n'apparaissant pas à la liste des diplômes désignés comme donnant ouverture au permis de l'Ordre, ont été examinées par le Comité d'équivalence.

Les recommandations du Comité d'équivalence sont soumises au Comité administratif pour décision.

Au cours de l'année 1998-1999, le Comité d'équivalence s'est réuni neuf fois afin d'étudier 111 dossiers, dont plusieurs ont réclamé plus d'une réunion, alors que le Comité des examinateurs s'est réuni une fois et a reçu 6 candidats.

Enfin, il est à noter que tous les candidats admis à l'Ordre par voie directe ou par voie d'équivalence qui n'ont pas complété un cours d'une durée d'au moins 45 heures portant sur la déontologie doivent, à titre de condition supplémentaire à l'admission, réussir le cours portant sur la déontologie offert par l'Ordre, conformément au Règlement sur la condition ou les modalités d'admission de l'OPQ.

L'admission à l'Ordre des psychologues du Québec constitue le premier jalon de la protection du public, mandat fondamental confié à l'Ordre. L'admission à l'Ordre confère le droit au titre de psychologue et doit permettre de fournir au public l'assurance qu'une compétence a déjà été acquise par le détenteur de ce titre et que ce dernier possède les outils nécessaires à l'exercice de sa profession.

Le directeur général et secrétaire a admis, au cours de l'année 1998-1999, 260 détenteurs de diplômes reconnus de baccalauréat et de maîtrise ou de doctorat en psychologie délivrés par des universités québécoises.

Le tableau suivant fait état des recommandations du Comité d'équivalence

Nombre d'admission		Nombre d'équivalence	Nombre d'équivalence en cours ou en examen préliminaire
Candidats admis directement	13	1	
(Formation universitaire équivalente aux exigences du Comité d'équivalence)			
Candidats admis après avoir suivi un programme complémentaire de formation	21		
Candidats admis à la suite de leur réussite à l'examen	1		
Candidats devant se présenter à l'examen d'équivalence	13	2	
Candidats ayant le choix de se représenter à l'examen d'équivalence ou de réussir un programme complémentaire de formation	3		
Candidats devant suivre un programme complémentaire de formation en vue de leur admission à l'OPQ	21	26	
Recommandation négative ayant pour cause une formation non appropriée			
Recommandation négative ayant pour cause un délai de plus de cinq ans depuis l'obtention de diplômes présentés au soutien de la demande de délivrance de permis	2		
Recommandation négative ayant pour cause l'inexistence d'un diplôme de deuxième cycle	2		
Candidats devant se présenter à l'examen oral	3		

L'Office de la langue française

rieur du délai prescrit au premier alinéa de l'article 123.4 du Code des professions, soit moins de 30 jours de la date de réception de la décision du syndic ou du syndic adjoint de ne pas porter plainte devant le Comité de discipline et aucune d'entre elles n'a été rejetée sur examen sommaire seulement. Parmi ces demandes, une a été adressée au Comité à la suite de la réception de la décision du syndic adjoint de porter plainte devant le Comité de discipline seulement sur trois des points que le plaignant avait soumis au Bureau du syndic. Une autre demande a été adressée au Comité sans qu'aucune enquête n'ait été effectuée par le Bureau du syndic, étant donné que cette demande avait été traitée comme une demande d'information. Le Comité a pu compléter l'étude requise pour 8 d'entre elles alors que 1 demande était encore à l'étude au 31 mars 1999. Par ailleurs, le Comité a terminé l'étude des 2 demandes d'avis qui lui avaient été adressées au cours de l'exercice financier précédent.

En somme, entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, le Comité a rendu un avis dans 10 des 11 dossiers qui lui ont été présentés. Dans 5 de ces dossiers, le Comité a conclu qu'il n'y avait pas lieu de porter plainte devant le Comité de discipline. Dans 4 dossiers, le Comité a suggéré au syndic ou au syndic adjoint concerné de référer le dossier au Comité d'inspection professionnelle. Finalement, dans un dossier, le Comité a conclu de référer le dossier au Bureau du syndic pour enquête.

Après vérification, il appert que le syndic ou les syndics adjoints concernés ont donné suite à ces recommandations. Le délai de 90 jours accordé par le Code des professions (article 123.4) pour rendre un avis dans le dossier relevant prendra fin au cours des premiers mois de l'exercice financier 1999-2000.

Conformément aux dispositions de l'article 123.3 du Code des professions, le mandat du Comité de révision consiste à donner à toute personne qui le lui demande et qui a déjà demandé au syndic la tenue d'une enquête, un avis relatif à la décision du syndic ou d'un syndic adjoint, de ne pas porter plainte contre un ou une psychologue devant le Comité de discipline. Rappelons que le Comité de révision est composé de sept personnes nommées par le Bureau dont deux ne sont pas des psychologues et représentent le public. Le Comité peut siéger en divisions de trois personnes, dont au moins une représentant le public.

Au cours de l'année 1998-1999, le Comité de révision a reçu 9 nouvelles demandes d'avis. Toutes ces demandes ont été adressées au Comité à l'inté-

- Quinto Banorri
- Francine Beaudry
- Pierre Beaugard
- Michel Bédard
- André Binette
- Marie Chabot
- André Deschambault
- Alain Dumas
- Louise Durocher
- Hans Fleury
- Linda Garceau
- Louisiane Gauthier
- Maurice Gauthier
- Micheline Gérin-Lajoie
- Yves Lairance
- Lionel Lambert
- Ghislaine Larocque
- Normand Martineau
- Robert Piquet
- Roger Picard
- Madeleine Quintal
- André Renaud
- Marc-André Richard
- Lise Roquet-St-Arnaud
- Micheline Van Buuren
- Janine Cressay, secrétaire

Les séances du Comité

Le Comité de discipline a tenu 47 audiences relativement à 28 plaintes, dont 21 portées à l'endroit de psychologues durant les exercices précédents. De plus, 3 plaintes ont été déposées au greffe du Comité de discipline et le Comité en sera saisi officiellement sous peu.

La nature des plaintes, les décisions et les sanctions

Les tableaux de la page suivante résument l'état des dossiers présentés au Comité de discipline pour chacune des 31 plaintes.

Décisions rendues par le Tribunal des professions

- 33-96-00161**
Expertise pour fins de garde d'enfants inadéquate
- À la suite de l'appel interjeté par la partie intimée, le Tribunal des professions a confirmé la décision du Comité de discipline et a acquitté l'appelante de la plainte formulée contre elle.

33-96-00178
Présentation du matériel de test d'un patient expérimenté à divers membres du personnel d'un institut psychiatrique (dont certains non professionnels) d'une unité non directement concernée par ce patient.

À la suite de l'appel interjeté par la partie intimée, le Tribunal des professions a maintenu la décision du Comité de discipline et a rejeté l'appel en condamnant l'appelante au paiement des déboursés prévus en semblable matière.

33-95-00133 et 33-95-00138

1^{er} dossier : Conflicts de rôles et d'intérêts, incitation à ses clients à poser des actes illégaux et frauduleux, manquement au secret professionnel, inconduite sexuelle, défaut d'éviter toute fausse interprétation en ce qui a trait à sa confiance, utilisation de ses clients à des fins personnelles, fermeture du cabinet de consultation sans prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts des clients.

2^e dossier : Incitation à son client à poser des actes illégaux et frauduleux, fausse représentation en ce qui a trait à sa compétence, confidences à son client sur son intimité, bris de confidentialité, conduite reprochable envers son client.

Le 3 mars 1995, le Comité de discipline avait prononcé une radiation provisoire à l'encontre de l'intimé et le 26 juin 1996, il prononçait une radiation permanente de l'intimé et le condamnait à tous les frais des dossiers.

Ces décisions antérieures ont été portées en appel devant le Tribunal des professions; cependant le professionnel s'est désisté de ces appels sur la culpabilité et l'audience devant le Tribunal n'a porté que sur les sanctions prononcées par le Comité de discipline.

Le 25 février 1999, le Tribunal des professions accueillait l'appel sur les sanctions en tenant compte du temps écoulé depuis la décision prononçant la radiation provisoire, soit le 3 mars 1995, et en fixant en conséquence les périodes de radiation temporaire à être purgées à compter de la signification de son jugement, soit du 25 février 1999 au 25 février 2000. De plus, le Tribunal des professions a ordonné la publication de l'avis de radiation dans un journal circulant dans le lieu où l'appelant a son domicile professionnel et ce, aux frais de l'appelant.

Les plaintes déposées au cours des exercices précédents

Chefs d'accusation	Articles	Résultats et sanctions
33-96-00153 Expertise psychologique non conforme.	Code de déontologie : 1, 11, 14 et 77	Instruction de la plainte en cours.
33-96-00152 Expertise psychologique non conforme.	Code de déontologie : 1, 6, 11, 13, 14, 20, 21, 32, 33, 37, 45, 53, 66, 69, 72, 74, 75, 76 et 77	Déistement de la plainte.
33-96-00145 Utilisation d'un appareil sans avoir pris les précautions requises pour éliminer tout risque ou toute équelle possible chez les participants à cette recherche. Déclarations publiques exagérées et sensationnalistes.	Code de déontologie : 1, 2, 6, 13, 16, 66, 67, 78 (1) et (3)	Déistement de la plainte.
33-96-00161 Expertise pour fins de garde d'enfants inadéquate.	Code de déontologie : 1, 14 et 76	Sur déclaration de culpabilité, le Comité a condamné l'intimé à une réprimande et aux frais du dossier. Une requête en appel de la décision a été déposée par la partie intimé auprès du Tribunal des professions.
33-96-00162 Défaut de s'acquitter de ses obligations avec intégrité, objectivité et modération et de sauvegarder son indépendance professionnelle dans le cadre de son témoignage, à titre de psychologue, devant le Tribunal d'arbitrage dans le cas d'un grief.	Code de déontologie : 1, 14, 20, 32, 45 et 77	Le Comité a acquitté l'intimé des faits reprochés.
33-96-00164 Expertise pour fins d'emploi inadéquate. Interprétation du matériel psychologique non conforme. Non respect des limites de sa compétence.	Code de déontologie : 1 et 72	Sur aveu de culpabilité, le Comité a imposé à l'intimé une amende de 600 \$ sous le 1 ^{er} chef, chaque partie payant ses frais.
33-96-00180 Inconduite sexuelle.	Code de déontologie : 58 (11)	Sur aveu de culpabilité à la plainte amendée, le Comité a condamné l'intimé, sous le chef n° 1, à une radiation temporaire d'un mois et a prononcé une dispense de publication dans un journal local. Le tout sans frais.
33-96-00186 Omission de tenir compte des principes scientifiques généralement reconnus en matière d'expertise dans les cas d'allégation d'abus sexuel. Défaut de s'acquitter de ses obligations professionnelles, à titre de témoin expert, avec objectivité et modération.	Code de déontologie : 1, 9, 14, 66 et 77	Instruction de la plainte en cours.
33-97-00192 Dans le cadre d'un suivi thérapeutique avec deux enfants, à la demande de la mère de ceux-ci, a établi un diagnostic et des recommandations à l'égard du père des enfants sans l'avoir rencontré et s'est placée en conflit d'intérêts en acceptant un mandat d'expert.	Code de déontologie : 1, 11, 14, 32 et 33	Instruction de la plainte en cours.
33-97-00194 Remise du protocole d'un test à une cliente afin qu'elle le complète chez elle sans aucune surveillance. Bris de confidentialité. Tenue d'une rencontre individuelle avec un des enfants, afin de l'évaluer au domicile de son père, dans un contexte où des accusations d'abus physique et verbal contre le père ont été portées auprès de la DPJ. Manque de prudence dans l'interprétation du matériel psychologique et omission d'éviter toute possibilité de fausses interprétations.	Code de déontologie : 1, 11, 41, 72, 73, 74, 76 et 77	Sur aveu de culpabilité à la plainte amendée, le Comité a imposé à l'intimé une amende de 600 \$ sous le 1 ^{er} chef, a imposé une réprimande à l'intimé sous chacun des 2 ^e et 4 ^e chefs et l'a condamné aux déboursés.
33-98-00066 Mauvaise interprétation d'une grille d'évaluation.	Code de déontologie : 1, 2, 6, 14 et 19	Instruction de la plainte en cours.

Chefs d'accusation	Articles	Résultats et sanctions
33-89-00067 Mauvaise interprétation d'une grille d'évaluation.	Code de déontologie : 1, 2, 6, 14 et 19	Le Comité a acquitté l'intimé de tous les chefs d'infraction.
33-89-00068 Mauvaise interprétation d'une grille d'évaluation.	Code de déontologie : 1, 2, 6, 14 et 19	Le Comité a acquitté l'intimé de tous les chefs d'infraction.
33-97-00198 Expertise psychologique non conforme.	Code de déontologie : 1, 11, 14, 74, 76 et 77	Sur déclaration de culpabilité, le Comité a prononcé une réprimande sur le 1 ^{er} chef, une amende de 600 \$ sur le 2 ^{er} chef et a condamné l'intimé à tous les frais du dossier y compris les frais d'expertise mais excluant les frais de transcription des notes sténographiques.
33-97-00196 Évaluation psychologique dans le cadre d'une évaluation psychologique pour estimer les droits d'accès du père en fonction de l'enfant a remis à son client les données brutes d'un test. N'a pas fait preuve de modération dans ses observations formulées sur l'évaluation de la relation père/fille dans les conclusions et les recommandations de son rapport, lesquelles basées que sur une entrevue de très courte durée. A omis de prévenir son client du coût prévisible de ses services professionnels en facturant des honoraires beaucoup plus élevés que l'entente verbale intervenue entre eux.	Code de déontologie : 1, 11, 14, 15, 54, 74	Instruction de la plainte en cours.
33-98-00203 Dans le cadre de son travail dans un hôpital, l'intimé a reculé pour les mêmes services offerts, une rémunération en provenance de deux sources.	Code de déontologie : 36	Sur aveu de culpabilité à la plainte amendée, le Comité a prononcé une radiation d'un mois et a déclaré qu'il n'y aurait pas publication de l'avis de la radiation dans un journal circulant dans le lieu où l'intimé a son domicile professionnel. L'intimé a également été condamné aux déboursés.
33-98-00204 Dans un rapport	Code de déontologie : 1	Sur aveu de culpabilité à la plainte amendée, le Comité a ordonné la limitation du droit d'exercice de l'intimé durant une période de 6 mois durant laquelle elle ne pourra réaliser aucun rapport d'évaluation et a recommandé au Bureau de l'Ordre, suivant l'article 160 du Code des professions, d'imposer à l'intimé, à l'expiration de ladite période de 6 mois, l'obligation de suivre un stage consistant en une supervision de ses quatre prochaines dossier d'évaluation dans lesquels elle devra soumettre un rapport d'évaluation, le tout sujet à un rapport favorable de son superviseur. Le choix du superviseur devra de plus être agréé par le Bureau. L'intimé a été condamnée aux déboursés.
33-98-00205 Dans un rapport produit sur le renvoi concernant un déenu, l'intimé a concu à un degré extrêmement élevé du sujet en dangerosité du sujet en contexte conjugal, sans disposer d'une évaluation psychologique dont la méthodologie permet de se prononcer de façon aussi catégorique.	Code de déontologie : 1, 14, 74 et 77	Le Comité a déclaré l'intimé coupable des faits reprochés. Comme suite aux représentations des parties, le Comité a pris la cause en délibéré pour se prononcer sur la sanction à être imposée.
33-97-00200 Bris de confidentialité et abus de confiance.	Code de déontologie : 38, 39, 40 et 41	Sur aveu de culpabilité, le Comité a adressé à l'intimé une réprimande et l'a condamnée aux déboursés.
33-97-00201 Bris de confidentialité.	Code de déontologie : 1, 11, 14 et 45	Sur aveu de culpabilité, le Comité a adressé à l'intimé une réprimande et l'a condamnée aux déboursés.
33-97-00202 Dans le cadre d'une expertise psychosociale visant à établir la garde d'un enfant, confusion de mandat.	Code de déontologie : 38, 39, 41 et 49	Instruction de la plainte en cours.
33-98-00066 Mauvaise interprétation d'une grille d'évaluation.	Code de déontologie : 1, 2, 6, 14 et 19	Le Comité a déclaré l'intimé coupable de l'infraction rédigée au paragraphe 16 de la plainte (art. 6) mais l'a acquittée des chefs d'infractions n° 14, 15, 17 et 18 (art. 1, 2, 14 et 19). Comme suite aux représentations des parties, le Comité pris la cause en délibéré pour se prononcer sur la sanction à être imposée.

Les plaintes déposées au cours de l'exercice 1998-1999

Chiefs d'accusation	Articles	Résultats et sanctions	
33-96-00153 Expertise psychologique non conforme.	Code de déontologie : 1, 11, 14 et 77	Instruction de la plainte en cours.	
33-96-00207 Dans le cadre d'une évaluation psychologique demandée par un CPEJ, a rédigé un rapport psychologique d'évaluation psychologique d'un enfant en faisant défaut de tenir compte des principes scientifiques généralement reconnus en psychologie en indiquant dans son rapport : «tant dans la verbalisation, les affects mis en place que les productions aux tests projectifs, de nombreux indices supportent les allégations d'abus sexuels sur cet enfant par le père » et ce, sans avoir rencontré celui-ci.	Code de déontologie : Sur aveu de culpabilité, le Comité a adressé à l'intimé une réprimande et l'a condamnée aux déboursés.		
33-96-00208 Comit d'intérêts et de rôles, non sauvegarde de son indépendance professionnelle en s'immisçant dans les affaires personnelles de sa cliente, en entretenant avec elle des relations susceptibles de nuire à la qualité de ses interventions et en établissant avec elle des liens économiques susceptibles de nuire à la qualité de ses interventions.	Code de déontologie : 1, 12, 20, 22, 30, 32 et 33	Le Comité a déclaré l'intimé coupable des faits reprochés. Comme suite aux représentations des parties, le Comité a pris la cause en délibéré pour se prononcer sur la sanction à être imposée.	
33-96-00215 Dans le cadre d'une expertise psychologique impliquant une garde d'enfants, l'intimé a fait défaut de s'acquitter de ses obligations professionnelles en manquant de modération dans son témoignage et ses commentaires relatifs à son diagnostic.	Code de déontologie : 14	Sur aveu de culpabilité, le Comité a condamné l'intimé à une amende de 1 000 \$, chaque partie payant ses frais.	
33-98-00213 S'est placée dans une situation de conflit de rôles et d'intérêts en ayant demandé à son client de donner des cours privés de violon à sa fille. A entretenu avec ce client une relation amoureuse et sexuelle et s'est immisçée dans les affaires personnelles de celui-ci. A eu une relation sexuelle avec un autre client.	Code de déontologie : 1, 12, 13, 20, 30, 32 et 58 (11)	Instruction de la plainte en cours.	
33-98-00214 Conflit d'intérêts en acceptant d'offrir un suivi thérapeutique au conjoint de sa cliente qui vivait une détresse psychologique et se trouvait en état de panique. Omission de tenir compte des demandes formulées par cette cliente pour mettre fin au suivi thérapeutique de son conjoint accentuant ainsi la dégradation de la relation de leur couple.	Code de déontologie : 1, 7, 10, 13, 14, 28, 31, 32 et 33	Instruction de la plainte en cours.	
33-98-00210 A tenu des propos verbaux et des écrits abusifs à caractère sexuel envers deux de ses clientes et n'a pas eu une conduite irréprochable envers elles. S'est immisçé dans les affaires personnelles de ses clientes et a demandé à l'une d'entre elles s'il pouvait se joindre à elles deux pour le week-end.	Code de déontologie : 12, 13, 30, 38 et 49 Code des professions : 59, 1 et 59, 2	Instruction de la plainte en cours.	

Chiefs d'accusation	Articles	Résultats et sanctions	
33-96-00212 Dans le cadre d'un suivi psychothérapeutique avec sa cliente, a accepté de rédiger un rapport à la demande de celle-ci et ce, dans le cadre d'une requête à la Cour supérieure sans tenir compte des principes généralement reconnus en psychologie, notamment en établissant un diagnostic et des recommandations à l'endroit de l'ex-conjoint de sa cliente et de leur enfant sans les avoir rencontrés, en utilisant des termes abusifs à l'endroit de l'ex-conjoint de sa cliente, en omettant d'éviter une situation où elle se trouvait en conflit d'intérêts en acceptant un mandat d'expert et en acceptant de témoigner à la Cour supérieure sans tenir compte des principes généralement reconnus en psychologie.	Code de déontologie : 1, 11, 14, 20, 23, 32, 33, 76 et 77	Instruction de la plainte en cours.	
33-98-00209 Dans le cadre d'une expertise psychosociale visant à investiguer la stabilité émotionnelle d'un enfant et à recommander un milieu de garde approprié, a donné un avis sans posséder les informations et les connaissances professionnelles et scientifiques suffisantes en matière de développement normal et pathologique de cet enfant.	Code de déontologie : 1, 6, 11 et 14	Instruction de la plainte sous peu.	
33-98-00211 Dans le cadre d'une expertise psychologale impliquant la garde d'enfants, a remis une copie d'un rapport d'une autre psychologue au procureur de la mère de ces enfants qui l'a montré à son conjoint, procureur du père des enfants. A fait usage de renseignements de nature confidentielle qui étaient préjudiciables pour ses clients. S'est servi du rapport produit par une autre psychologue pour la discréder.	Code de déontologie : 38, 46, 48, 49 et 50	Instruction de la plainte sous peu.	
33-99-00216 Conduite reprochable envers sa cliente. Omission de tenir compte des principes scientifiques généralement reconnus, notamment en demandant à plusieurs reprises à sa cliente de retirer son chandail et en procédant par la suite à des touchers corporels, en la prenant dans ses bras et en tentant de placer son corps dans une position compromettante et ce, lors d'une séance thérapeutique.	Code de déontologie : 1, 11 et 13 Code des professions : 59, 1 et 59, 2	Instruction de la plainte sous peu.	

Le Comité d'inspection professionnelle (CIP)

Membres

Andrée Faucher, présidente (jusqu'au 24 septembre 1998)
Michel Dyotte, président

Rosalire Daigneault (jusqu'au 24 septembre 1998)

Claude Gervais

Josette Giroux (à partir du 12 mars 1999)

Théobald Grimard (à partir du 12 mars 1999)

Georges-André Tessier

Janine Cressaty, secrétaire

Enquêtes particulières

Au cours de l'année précédente, le CIP recevait de la part des administrateurs de l'Ordre une demande d'enquête particulière des compétences et du fonctionnement d'un membre, qui avait rempli son obligation de suivre un stage sous supervision, notamment en ce qui a trait à sa pratique professionnelle auprès d'une clientèle d'adolescents. Cette enquête particulière devait être effectuée à raison d'une fois l'an, pour les deux prochaines années.

Le CIP a donc effectué l'enquête particulière au cours de cette année et a constaté que le psychologue pratiquait sa profession avec compétence et maintenait son engagement dans le processus de formation continue déjà entrepris, en ayant recours à une supervision régulière. Le CIP considérait également qu'il n'y avait pas lieu de recommander au Bureau de prendre l'une ou l'autre des mesures prévues à l'article 113 du Code des professions. Cependant, il informait le psychologue que, tel que résolu par le Bureau, il procéderait à l'enquête particulière prévue sur sa pratique professionnelle durant la prochaine année.

Durant cet exercice, le CIP a étudié 11 nouvelles demandes d'enquête et a enclenché les mécanismes d'enquêtes particulières pour 9 d'entre elles, alors qu'il a transmis 2 dossiers au syndic car les signalements étaient plutôt d'ordre déontologique.

Le tableau suivant résume l'état des dossiers qui ont nécessité des enquêtes particulières cette année :

• Dossiers clos, absence d'incompétence :	3
• Rapport de l'enquêteur à l'étude :	1
• En attente de la réception des rapports des enquêteurs :	4
• Enquête particulière à réaliser à la suite d'une recommandation du Bureau du syndic :	1
TOTAL :	9

En vertu du Règlement sur l'inspection professionnelle de l'OPQ, le Comité d'inspection professionnelle n'a pas eu cette année de recommandations à faire au Bureau afin que celui-ci prenne l'une ou l'autre des mesures prévues à l'article 113 du Code des professions.

Instrumentation

Au cours de l'année 1998-1999, le CIP a apporté des modifications au questionnaire d'évaluation professionnelle en fonction des commentaires des inspecteurs.

Programme de surveillance générale de la profession

Au cours de cette année, 502 questionnaires d'évaluation professionnelle ont été adressés par le CIP aux psychologues de toutes les régions du Québec.

De ce nombre, 45 personnes, ayant cessé momentanément leurs activités en psychologie ont retourné leur questionnaire non complété et ont été avisées que lors de la reprise de leurs activités, elles seraient tenues d'en informer le Comité. Une psychologue n'a pas retourné son questionnaire, malgré de nombreux avis lui indiquant qu'il était obligatoire de se conformer à l'article 114 du Code des professions. Son dossier sera donc transféré au Bureau du syndic.

Durant l'année 1998-1999, 208 psychologues ont reçu la visite des inspecteurs du Comité. Ces psychologues ont été évaluées dans les meilleurs de travail suivants :

- Pratique privée 71
- Milieu hospitalier 70
- Milieu scolaire 19
- CLSC 29
- Centres de réadaptation 12
- Centres jeunesse 4
- Milieu organisationnel 3

Communications

Tout au long de l'année 1998-1999, le CIP a eu l'occasion d'échanger avec diverses instances de l'Ordre des psychologues, tant sur le plan administratif que légal.

Enquêtes particulières

Au cours de l'année précédente, le CIP recevait de la part des administrateurs de l'Ordre une demande d'enquête particulière des compétences et du fonctionnement d'un membre, qui avait rempli son obligation de suivre un stage sous supervision, notamment en ce qui a trait à sa pratique professionnelle auprès d'une clientèle d'adolescents. Cette enquête particulière devait être effectuée à raison d'une fois l'an, pour les deux prochaines années.

Le CIP a donc effectué l'enquête particulière au cours de cette année et a constaté que le psychologue pratiquait sa profession avec compétence et maintenait son engagement dans le processus de formation continue déjà entrepris, en ayant recours à une supervision régulière. Le CIP considérait également qu'il n'y avait pas lieu de recommander au Bureau de prendre l'une ou l'autre des mesures prévues à l'article 113 du Code des professions. Cependant, il informait le psychologue que, tel que résolu par le Bureau, il procéderait à l'enquête particulière prévue sur sa pratique professionnelle durant la prochaine année.

Durant cet exercice, le CIP a étudié 11 nouvelles demandes d'enquête et a enclenché les mécanismes d'enquêtes particulières pour 9 d'entre elles, alors qu'il a transmis 2 dossiers au syndic car les signalements étaient plutôt d'ordre déontologique.

Le tableau suivant résume l'état des dossiers qui ont nécessité des enquêtes particulières cette année :

• Dossiers clos, absence d'incompétence :	3
• Rapport de l'enquêteur à l'étude :	1
• En attente de la réception des rapports des enquêteurs :	4
• Enquête particulière à réaliser à la suite d'une recommandation du Bureau du syndic :	1
TOTAL :	9

En vertu du Règlement sur l'inspection professionnelle de l'OPQ, le Comité d'inspection professionnelle n'a pas eu cette année de recommandations à faire au Bureau afin que celui-ci prenne l'une ou l'autre des mesures prévues à l'article 113 du Code des professions.

Instrumentation

Au cours de l'année 1998-1999, le CIP a apporté des modifications au questionnaire d'évaluation professionnelle en fonction des commentaires des inspecteurs.

Programme de surveillance générale de la profession

Au cours de cette année, 502 questionnaires d'évaluation professionnelle ont été adressés par le CIP aux psychologues de toutes les régions du Québec. De ce nombre, 45 personnes, ayant cessé momentanément leurs activités en psychologie ont retourné leur questionnaire non complété et ont été avisées que lors de la reprise de leurs activités, elles seraient tenues d'en informer le Comité. Une psychologue n'a pas retourné son questionnaire, malgré de nombreux avis lui indiquant qu'il était obligatoire de se conformer à l'article 114 du Code des professions. Son dossier sera donc transféré au Bureau du syndic.

Durant l'année 1998-1999, 208 psychologues ont reçu la visite des inspecteurs du Comité. Ces psychologues ont été évaluées dans les meilleurs de travail suivants :

- Pratique privée 71
- Milieu hospitalier 70
- Milieu scolaire 19
- CLSC 29
- Centres de réadaptation 12
- Centres jeunesse 4
- Milieu organisationnel 3

Sollicités par certains organismes, les membres du CIP leur ont fourni d'avoir pour les aider dans leurs démarches du contrôle de la qualité dans leurs établissements.

Forum du Conseil Interprofessionnel du Québec sur l'Inspection professionnelle

Mme Andrée Faucher a participé, à plusieurs reprises, à des réunions du Comité directeur du Forum du CIQ sur l'Inspection professionnelle et à plusieurs groupes et sous-groupes de travail de ce Forum.

Des membres du CIP ont assisté, quant à eux, à deux séances de formation organisées par le Forum du CIQ. La première séance comportait un exposé théorique sur le cadre législatif, sur le cadre institutionnel et sur l'Inspection professionnelle, alors que la deuxième séance traitait des aspects pratiques de l'Inspection.

Selection des inspecteurs/enquêteurs

Le CIP a convenu de faire parvenir le questionnaire d'évaluation professionnelle aux 560 psychologues en pratique privée n'ayant jamais été inspectés et, dans la mesure du possible, il effectuera des vérifications de groupe parmi les psychologues travaillant dans le même bureau.

En plus de l'envoi de ces questionnaires, le CIP distribuera aux inspecteurs les dossiers non encore traités durant l'exercice 1998-1999. La programmation pour l'année financière 1999-2000 s'établit comme suit :

Programme de surveillance générale de la profession pour l'exercice financier 1999-2000

Le CIP a convenu de faire parvenir le questionnaire d'évaluation professionnelle aux 560 psychologues en pratique privée n'ayant jamais été inspectés et, dans la mesure du possible, il effectuera des vérifications de groupe parmi les psychologues travaillant dans le même bureau.

En plus de l'envoi de ces questionnaires, le CIP distribuera aux inspecteurs les dossiers non encore traités durant l'exercice 1998-1999. La programmation pour l'année financière 1999-2000 s'établit comme suit :

Nombre de psychologues qui seront visités dans la région de Montréal

Vérifications de groupes : 110
Vérifications individuelles : 160
TOTAL (région de Montréal) : 270

Nombre de psychologues qui seront visités dans les autres régions :

Vérifications de groupes : 50
Vérifications individuelles : 80
TOTAL (autres régions) : 130

TOTAL GÉNÉRAL : 400

Questionnaires • post-vérification •

Tout comme les années précédentes, les membres du CIP ont effectué l'analyse des résultats de la compilation des questionnaires « post-vérification » remplis par les psychologues qui ont accepté de faire connaître leur opinion sur le processus de l'Inspection professionnelle. Comme suite à cette analyse, les membres du Comité ont constaté que ce processus était vécu par la grande majorité des répondants comme une expérience positive et enrichissante. De plus, les efforts déployés pour rendre le processus encore plus éducatif, notamment en ce qui concerne les normes, les règlements et les questions d'ordre déontologique semblent avoir porté fruit. Par ailleurs, le processus de vérification de groupe donne l'impression d'avoir favorisé les échanges et relations entre les professionnels d'un même milieu de travail.

Page 14

Les affaires professionnelles

Le Comité organisateur du Congrès 1998

François Leduc
Michel Bolduc (collaborateur)
Guy Lafond (collaborateur)
Diane Côté, coordonnatrice des travaux

Le 15^e Congrès de l'Ordre qui s'est tenu du 4 au 6 juin à l'hôtel Radisson des Gouverneurs de Québec, a offert une programmation diversifiée aux psychologues tout en accordant une place considérable à la psychopharmacologie. Plus de 500 psychologues ont assisté aux ateliers, au symposium sur la pharmacologie, à la soirée de remise des prix ou au Forum sur l'avenir de la profession.

Le Comité organisateur du Congrès 2000

Sylvain Bernier
Thomas Gardnier
Lucie Lemay
Jean-Guy Rochefort
Martine Villeneuve
Diane Côté, coordonnatrice des travaux

Après avoir examiné le bilan du congrès 1998 et mis en perspective la baisse des inscriptions lors des cinq derniers congrès, les membres du Bureau ont décidé de ne pas tenir de congrès en 1999 et de préparer plus longtemps à l'avance un congrès d'envergure pour l'automne 2000. Le Comité d'organisation s'est réuni à deux reprises au printemps 1999 pour préparer l'organisation de ce congrès, qui devrait réunir l'ensemble des psychologues de tous les secteurs d'activité.

Le Comité ad hoc sur les services psychologiques dans les cas de sinistres ou de catastrophes

Membres
Odette Arsenault
Hélène Besner
Michel Bolduc
François Fradette
Coordinatrice des travaux : Diane Côté, responsable des communications
Danièle Marchand, responsable des affaires professionnelles

Institué à la toute fin de l'exercice financier 1997-1998, le Comité était mandaté pour élaborer un plan d'intervention et d'organisation de services psychologiques dans les cas de sinistres ou de catastrophes. Il devait également planifier une stratégie visant à ce que le plan soit reconnu par les autorités politiques afin d'être intégré

dans les mesures d'urgence officielles du gouvernement. Conformément à cette stratégie, les membres du Comité ont préparé et déposé à la Commission Nicolet un mémoire qui faisait notamment valoir la nécessité de répondre aux besoins psychologiques particuliers découlant des situations de crise. De concert avec la présidente de l'Ordre, deux membres du Comité ont présenté le mémoire aux audiences de la Commission, en septembre 1998.

Les activités régionales

Au Saguenay / Lac Saint-Jean, la représentante régionale a participé au Colloque de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux afin de contribuer à l'élaboration du plan d'action stratégique régional 1998-2001. Elle a également mené une consultation sur le document préliminaire des statuts et règlements du futur Centre universitaire de services psychologiques et procédé à un travail de recrutement des psychologues intéressés à la formation du Centre québécois de coordination sur le sida. Les psychologues ont suivi deux activités de formation continue, l'une sur la thérapie brève et la seconde, sur le diagnostic des états-limites. Quatre rencontres d'information ont aussi été organisées dans les sous-régions dans le but d'échanger sur les réalités de la pratique professionnelle. Une cinquième rencontre s'est tenue, à l'intention plus spécifique des psychologues qui font des évaluations pour la dérogation à l'âge d'admission à l'école.

Dans la région Outaouais / Nord-Ouest, l'administrateur régional a travaillé avec le Service de psychologie du Centre hospitalier Pierre-Janet pour offrir quatre présentations cliniques sur les thèmes suivants : le trouble obsessif-compulsif, l'intervention en toxicomanie, le WAIS-III et l'introduction à l'approche psychocorporelle en thérapie.

Les psychologues de la région Laurentides / Lanaudière ont tenu des activités principalement dans la sous-région Lanaudière. Le regroupement des psychologues de Lanaudière a tenu deux rencontres sur la situation de la psychologie dans la région qui ont fait ressortir l'importance de développer une stratégie pour accroître la solidarité professionnelle et mieux faire connaître la spécificité du travail du psychologue dans les différents secteurs d'activité. Les groupes de travail suivant ont été formés : média, action stratégique auprès des décideurs, service-conseil à la population et ressources et développement professionnel. Ces groupes poursuivront le travail amorcé tout au long de la prochaine année.

Le regroupement des psychologues des Laurentides a pour sa part mis fin à ses activités en novembre 1998. Des efforts seront consentis au cours de l'année qui s'amorce pour mettre en place des mécanismes susceptibles de favori-

L'Association québécoise des psychologues en CLSC

La promotion du rôle distinctif du psychologue démeure au cœur des préoccupations et de la mission de l'Association, qui est de favoriser l'accèsibilité aux services psychologiques. Ainsi, une équipe de psychologues de plusieurs CLSC s'est de nouveau attaquée à la tâche de définir le rôle de psychologue. Ils répondent, cette fois, à la demande de coordonnateurs en CLSC à la recherche d'un outil de référence simplifié contenant les principaux paramètres des descriptions de tâches propres aux psychologues. Le document ainsi produit, intitulé *Profession psychologue*, a été diffusé auprès des directeurs de CLSC dans un but de sensibilisation et de promotion. L'Association tient à en remercier les auteurs.

Dans le sillage des transformations affectant les services de santé mentale effectuées au sein du réseau de la santé, les psychologues en CLSC continuent d'être sollicités pour intervenir auprès des clientèles souffrant de troubles sévères et persistants. Un sondage a d'ailleurs été effectué au cours de l'année pour connaître l'impact de cette transition sur les fonctions des psychologues en CLSC. L'analyse des résultats de ce sondage sera terminée sous peu ; elle fera l'objet d'un rapport et d'un article de fond. Dans le but d'assurer une visibilité de la profession dans le domaine de la santé mentale, notre association a également demandé à l'Ordre de demeurer actif dans ce dossier.

Depuis de nombreuses années, l'Association est préoccupée par la nécessité d'une défense politique de la profession et elle ressent le besoin de faire alliance avec d'autres regroupements, l'objectif visé par ce rassemblement de nos forces étant de se doter d'un pouvoir d'influence articulé et efficace. C'est dans cette optique que l'Association québécoise des psychologues en CLSC s'est activement impliquée dans les travaux de la Table des associations et dans les travaux liés à la fondation de la Fédération des psychologues du Québec. Les bénéfices escomptés pour notre association, à l'instar de toutes les autres d'ailleurs, consistent en un soutien logistique important et des ressources concrètes pour organiser les actions de représentation politique nécessaires. Souhaitons, pour le bénéfice des associations représentant des psychologues œuvrant dans les établissements publics, que nous parviendrons ainsi à présenter, voire à augmenter notre présence et à faire en sorte que la population défavorisée puisse avoir accès à des services psychologiques.

La Société québécoise de psychologie du travail

Cette année, l'exécutif de la SQPT s'est réuni à clinq reprises. Les principaux thèmes abordés lors des réunions sont →

chologues scolaires, les 12 et 13 novembre 1999, à Trois-Rivières.

les suivants : l'intérêt et la pertinence de s'associer à la future Fédération des psychologues, la révision de la mission et des orientations stratégiques de la SQPT, la participation de la SQPT au congrès de l'an 2000 de l'OPQ et la formation de nouveaux chapitres de la SQPT en Estrie et au Saguenay / Lac-Saint-Jean.

La SQPT a aussi consolidé son membership et amélioré son site web. Nous avons organisé trois activités de perfectionnement pour les psychologues du travail : l'une sur l'utilisation des tests en sélection et orientation du personnel avec Claudette Desjardins, de la firme André Filion et associés, l'autre sur le diagnostic organisationnel avec Alain Reid et Julie Bourbonnais, de la firme Société Pierre Boucher psychologie industrielle et la dernière sur le transfert des apprentissages, avec le professeur Robert Haccoun, du département de psychologie industrielle et organisationnelle de l'Université de Montréal.

Une liste de discussion a aussi été mise sur pied. Les psychologues du travail peuvent y avoir accès par courrier électronique et soumettre des questions ou des commentaires à plus de cent autres psychologues du travail... De plus, le site web de la Société (http://www.e-a.com/sqpt/) a été visité par plus de 5 715 personnes cette année. La SQPT a aussi encouragé ses membres à participer au congrès en psychologie des relations humaines, à l'Université de Sherbrooke, en avril et mai derniers. Plusieurs psychologues du travail y ont présenté des séminaires. Enfin, la SQPT-chapitre Est du Québec a poursuivi ses activités et devrait soumettre un premier bilan cette année.

La Société québécoise de psychologie du travail - Chapitre Est du Québec

Au cours des sept (7) rencontres qu'il a tenues au cours de sa première année d'existence officiellement reconnue par l'OPQ, l'exécutif de la Société québécoise de psychologie du travail (SQPT)-chapitre Est du Québec a principalement travaillé sur les sujets suivants :

- développement du marketing de la profession au sein du marché du travail;
- intérêt et pertinence d'une association avec la future Fédération des psychologues;
- diagnostic des besoins et analyse des préoccupations des membres de notre chapitre (adaptation et développement d'un outil de cueillette de données - sondage prévu pour l'été de 1999);
- révision de la mission et des orientations stratégiques de la SQPT (en appui aux travaux menés par la SQPT);

logistique relative à la participation de la SQPT aux congrès de l'OPQ de 1998 et de l'an 2000;

- recrutement de nouveaux membres;
- développement d'un partenariat avec diverses instances administratives (des secteurs privé, public et parapublic);

• planification, organisation et réalisation d'activités de formation continue.

Dans le cadre de la réalisation de son plan de développement 1998-1999, la SQPT-chapitre Est du Québec a tenu les cinq (5) activités de formation continue suivantes :

Sujet de l'activité	Conférencier(s)
• Évaluation de la formation - Mesure du transfert des acquis et retour sur investissement.	Dr Robert R. Haccoun, directeur et professeur dép. psychol./ org. U. de Mtl
• L'implication de la gestion des ressources humaines en période de changement provoquée par l'attrition ou la fusion des effectifs.	M. Alain Gosselin, professeur agrégé Ecole des HEC de Montréal; Mme Marie-Josée Guibeault, conseillère en développement organisationnel, Hôpital Douglas
• Le diagnostic organisationnel	M. Alain Reid, vice-président; Mme Julie Bourbonnais, consultante Firmé Société Pierre-Boucher, psych. Industrielle Inc.
• Les tests et les outils récents en évaluation de potentiel (activité réalisée dans le cadre du congrès de l'OPQ - printemps de 1998)	M. François Bernatchez, psychologue industriel et c.o.; Mme Sylvie Jourdain, psychologue industrielle, Firmé Société Pierre-Boucher
• La communication : une puissante arme de transformation (activité réalisée dans le cadre du congrès de l'OPQ - printemps de 1998)	M. Gilles Brouillette, Ph. D., consultant en entreprise, Groupe CEC

Enfin, la SQPT-chapitre Est du Québec a poursuivi ses activités et devrait soumettre un premier bilan cette année.

Enfin, le chapitre Est du Québec a encouragé ses membres à visiter le site web de la SQPT ainsi que la liste de discussion accessible sur Internet. Il les a aussi incités à assister au dernier congrès en psychologie des relations humaines, tenu à l'Université de Sherbrooke (avril-mai 1999).

Le Regroupement des psychologues cliniciens de Québec

Le regroupement compte 236 membres et son exécutif est composé de sept psychologues : Pauline Beaulieu, présidente, Nathalie Roy, vice-présidente, Blanche Daigle, trésorière (qui a remplacé Chantale Jobin), Diane Lacasse-Samson, responsable des inscriptions, Monique Beaulieu et Johanne Paré, administratrices ainsi que Diane Gélinas-Cantin, secrétaire. Il organise au moins de novembre une première formation sur la dépression, donnée par le Dr Denis Audet et les psychologues André Renaud et Benoit Laberge. En mars, c'est au Dr Fabien Gagnon que le Regroupement demandait d'offrir aux membres de la région de Québec une formation sur les maladies psychosomatiques. Ces deux formations ont rencontré un succès certain, plus d'une centaine de psychologues participant à chacune d'entre elles.

Tout une série de conférences ont également été prononcées sur des sujets variés et d'un grand intérêt pour les psychologues clinicien(ne)s, comme l'illustre le tableau suivant :

Date	Sujet	Conférencier	Conférencier
9 sept.	L'approche clinique du patient qui somatisme	Fabien Gagnon	Hélène Morissette
7 oct.	Les enjeux de la première entrevue en psychothérapie	Diane Allaire	Reconnaître les troubles-limites
4 nov.	Les relations extra-conjugales	Johanne Côté et Yves Dalpé	Soutenir et activer les restaurateurs et les compétences parentales
2 déc.	Les relations entre religieux Michel Giroux et René Roy	Marie Bienvenue	Psychothérapie brevée et stratégies
3 fév.	Le couple	Katia de Prikouandy-Morin	d'intervention auprès
3 mars	La violence conjugale		à la violence conjugale
7 avril			Le chapitre Est du Québec de la SQPT a également participé à l'élaboration du canevas pédagogique d'une activité de formation continue portant sur l'amélioration du positionnement stratégique et « marketing » des psychologues sur le marché du travail. Cette activité de formation continue se tiendra au cours de l'année 1999-2000, à l'intention des psychologues du travail du chapitre Est du Québec ainsi que des psychologues provenant des autres secteurs de la psychologie (clinique, recherche, neuropsychologie, éducation, etc.) du Québec.
5 mai			Maintenant une étroite collaboration avec la SQPT, des membres de l'exécutif du chapitre Est du Québec ont participé à la plupart des rencontres tenues par la Société à Montréal. Les principaux bénéfices associés à cette participation sont :

• participer au développement et au maintien de liens associatifs entre collègues de diverses régions;

• participer à l'essor de la profession et à la croissance du domaine de la psychologie du travail au niveau provincial;

• participer à l'établissement et à l'adaptation d'orientations stratégiques claires, qui offrent un soutien aux psychologues du travail du chapitre Est du Québec.

sionnels, de soutien au marketing, de représentation et d'activités sociales. Le regroupement dessert les psychologues en pratique privée ainsi que ceux œuvrant dans les organismes publics et communautaires de la région du Grand Montréal. De plus, il s'adresse aux psychologues de toutes les orientations théoriques, quel que soit le nombre de leurs années d'expérience.

Au cours de la dernière année, un travail considérable a été accompli pour doter le regroupement d'une structure lui permettant d'être fonctionnel. Le Regroupement est également à l'origine de plusieurs activités destinées aux membres : assemblée générale annuelle, colloque, ateliers de formation, rencontres-échanges, groupes de supervision par les pairs, groupes de soutien au marketing, représentation auprès de l'Ordre des psychologues du Québec et de la Table des associations, sociétés et regroupements. De plus, le regroupement a développé un médium de communication, *La Gazette des psychologues clinicien(ne)s de Montréal*, dont cinq parutions ont été envoyées. Des activités sociales ont aussi été tenues, dont un « déjeuner-rencontre », deux 5 à 7 et un souper barbecue.

L'Ordre des psychologues du Québec a permis au Regroupement de se faire connaître davantage en contribuant à l'envoi de deux parutions de *La Gazette destinée aux 2 400 psychologues clinicien(ne)s du Grand Montréal*. Rapelons que ce regroupement s'inspire d'une volonté de rassemblement et de partage entre collègues pratiquant la même profession et qu'il a pour objectif général de favoriser le renouvellement professionnel et le rayonnement des psychologues cliniciens dans la communauté à laquelle elles et ils appartiennent. Le Regroupement se voudrait un lieu de connaisance et de reconnaissance mutuelle, un point d'appartenance d'où pourront surgir différentes formes de soutien, d'entraide, de renouvellement et de rayonnement.

Au cours de l'année 1999-1999, le Regroupement a convié ses membres à deux présentations : une première en avril 1998 sur la médiation familiale, par Michelle Huberdeau et une seconde en septembre, intitulée « Psychothérapies : voir plus clair dans la multiplicité », par Pierre Bonneau. Le Regroupement a également organisé une activité sociale au mini-golf de Magog-Orford, en juin 1998.

Le Regroupement des psychologues anglophones et des psychologues ouvrant dans un milieu anglophone

Le Comité exécutif du Regroupement des psychologues anglophones et des psychologues ouvrant dans un milieu anglophone est composé de huit per-



• participer à l'élaboration et à l'adaptation d'orientations stratégiques claires, qui offrent un soutien aux psychologues du travail du chapitre Est du Québec.

Depuis ses débuts, en novembre 1996, le Regroupement des psychologues cliniciens(ne)s du Grand Montréal poursuit comme objectifs de prévenir l'isolement des psychologues clinicien(ne)s et de développer des services correspondant à leurs besoins spécifiques. Il s'agit, notamment, des besoins de formation continue, d'échanges profes-

Les communications

sonnes : Linda Gold-Greenberg, présidente, Leslie Klein, vice-président et agent de communication, Claude J. Lautman, secrétaire, représentant et membre de l'exécutif provisoire de la Fédération des psychologues du Québec, Jean Caplan, Joseph Snyder, Jodi Zentner, Sharon Miller et Susan Tarquinio.

L'objectif du Regroupement est de créer un lieu d'appartenance pour chacun et chacune des psychologues québécois anglophones ainsi que pour tous ceux et celles, parmi les membres de l'Ordre, qui œuvrent dans un milieu anglophone. Le Regroupement, dont les membres se sont réunis à six reprises au cours de l'année, a aussi comme mandat de faire connaître les besoins professionnels des psychologues anglophones. Deux rencontres ont été organisées cette année à leur intention : l'une avec le psychologue et syndic Michel Hivon, intitulée *Ethics and Professionalism*, et l'autre, avec Charles Roy, psychologue et porte-parole de l'exécutif provisoire de la Fédération des psychologues du Québec, où siège un représentant du Regroupement.

Le Comité des chefs et représentants de services de psychologie en milieu hospitalier du Québec
Comme plusieurs services de psychologie en milieu hospitalier subissent actuellement des transformations liées à la réorganisation du réseau de la santé, le Comité a temporairement cessé toute activité.

Le Regroupement des psychologues en gérontologie
Le Regroupement des psychologues en gérontologie (RPG) en est à sa douzième année d'activités. Au cours de la période 1998-1999, nous avons maintenu notre participation aux réunions des représentants de regroupements et associations sur le développement d'une organisation professionnelle pour l'ensemble des psychologues (projet de Fédération des psychologues du Québec).

Fidèle à l'un de ses objectifs principaux, le RPG a continué à offrir des activités de formation continue, favorisant de ce fait les échanges et la création de réseaux entre collègues. Nous avons offert une journée sur l'intervention de crise auprès de la clientèle âgée suicidaire vivant à domicile. Un autre atelier d'une journée avait pour sujet la démarche diagnostique à partir du DSM-IV et les implications pour l'intervention. Finalement, un atelier d'une demi-journée a été consacré aux troubles anxieux en psychogériatrie.

Cette année un effort particulier a été fourni dans le but d'augmenter le « réseautage » entre les membres du RPG, ce qui a favorisé des échanges entre des psychologues partageant des intérêts semblables. Enfin, nous avons maintenu le service d'envoi de tables de matières, en collaboration avec l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal, à la demande de nos mem-

La médiation familiale

Le Service des communications a élaboré plusieurs activités au cours du dernier exercice financier dans le but de rencontrer les objectifs fixés par les membres du Bureau de l'Ordre. Un Comité des communications composé des psychologues Pauline Bouffard, Catherine Desjardins, Clément Patenaude, de la présidente de l'Ordre Mme Rose-Marie Charost et de la responsable des communications, Diane Côté, a été nommé par le Bureau pour élaborer un programme de communications et planifier les activités qui s'y rattachaient.

Le Service de référence de l'Ordre

Les préposées au Service de référence ont répondu à 13 438 demandes provenant du public. Ces demandes ont entraîné 9 194 références adressées aux 1 631 psychologues abonnés au service.

Les publications

Psychologie Québec, le magazine publié à l'intention des membres de l'Ordre six fois au cours de l'année, a concentré ses efforts pour offrir aux lecteurs des dossiers cliniques plus substantiels dans les numéros de 1998-1999. Ces dossiers, rédigés par des psychologues et par des chercheurs, ont été accueillis avec enthousiasme par les membres.

Le Répertoire des psychologues du Québec a été distribué aux membres de l'Ordre en septembre 1998.

Les prix de l'Ordre

La remise des prix de l'Ordre s'est déroulée lors d'une soirée organisée dans le cadre du 15^e Congrès au début du mois de juillet 1998. La présidente de l'Ordre, Mme Rose-Marie Charest, a remis le prix Noël-Malloux à M. Maurice Gauthier, le prix professionnel à M. Jean-Guy Rochefort et le prix du Conseil Interprofessionnel du Québec à M. Pierre Gendreau. Un prix professionnel ex æquo a aussi été remis aux membres du Comité du plan de redressement. Le prix de l'Ordre a été remis à l'organisme Jeunesse au Soleil et le tout premier prix Gérard-L.-Barbeau, reconnaissant les travaux effectués dans le domaine de la recherche, a été octroyé à Mme Lise Blanchette.

Notre regroupement était également présent lors de la rencontre du 14 novembre 1998, organisée par l'Ordre pour les différents regroupements de psychologues.

La journée d'écoute de la Saint-Valentin

Une centaine de psychologues ont bénévolement collaboré à la journée d'écoute de la Saint-Valentin pour répondre aux appels de la population. Une importante campagne de relations de presse a été organisée autour de cet événement et la présence de l'Ordre dans les médias a été très marquée durant la semaine précédant le 14 février.

Collaboration avec les médias

Tout au long de l'année, plus de 250 demandes provenant de recherchistes et de journalistes ont été adressées au Service des communications. La banque de ressources de psychologues intéressés à collaborer avec la presse nous a permis de répondre adéquatement à ces demandes.

Une séance de formation a aussi été organisée à l'intention des psychologues pour leur permettre de mieux comprendre le fonctionnement des médias et les attentes du public. Cette journée de formation, qui a réuni 60 psychologues provenant de tous les coins du Québec, a permis d'améliorer notre banque de ressources et de la rendre plus conforme aux demandes des médias.

Banque de psychologues experts

Un appel à tous les psychologues a été lancé à l'automne de 1998 pour identifier les psychologues experts dans les divers secteurs d'activité. Nous pouvons maintenant faire appel à ces experts identifiés par leurs pairs pour émettre un avis ou élaborer des documents sur des questions reliées aux activités de l'Ordre.

Le service des communications

L'une des priorités fixées au Service des communications par le Bureau consistait à faire connaître le travail du psychologue dans le domaine de la médiation familiale. Une mini-campagne de promotion composée d'une affiche, d'un dossier de fond publié dans *Psychologie Québec* et d'un répertoire complet des psychologues médiateurs a été réalisée. Cette campagne a aussi eu des retombées sur le plan médiatique et des psychologues médiateurs ont pu participer à des émissions télévisées pour informer la population de leur rôle spécifique.

Le service de relations publiques

Une centaine de psychologues ont bénévolement collaboré à la journée d'écoute de la Saint-Valentin pour répondre aux appels de la population. Une importante campagne de relations de presse a été organisée autour de cet événement et la présence de l'Ordre dans les médias a été très marquée durant la semaine précédant le 14 février.

Collaboration avec les médias

Tout au long de l'année, plus de 250 demandes provenant de recherchistes et de journalistes ont été adressées au Service des communications. La banque de ressources de psychologues intéressés à collaborer avec la presse nous a permis de répondre adéquatement à ces demandes.

Une séance de formation a aussi été organisée à l'intention des psychologues pour leur permettre de mieux comprendre le fonctionnement des médias et les attentes du public. Cette journée de formation, qui a réuni 60 psychologues provenant de tous les coins du Québec, a permis d'améliorer notre banque de ressources et de la rendre plus conforme aux demandes des médias.

La remise des prix de l'Ordre s'est déroulée lors d'une soirée organisée dans le cadre du 15^e Congrès au début du mois de juillet 1998. La présidente de l'Ordre, Mme Rose-Marie Charest, a remis le prix Noël-Malloux à M. Maurice Gauthier, le prix professionnel à M. Jean-Guy Rochefort et le prix du Conseil Interprofessionnel du Québec à M. Pierre Gendreau. Un prix professionnel ex æquo a aussi été remis aux membres du Comité du plan de redressement. Le prix de l'Ordre a été remis à l'organisme Jeunesse au Soleil et le tout premier prix Gérard-L.-Barbeau, reconnaissant les travaux effectués dans le domaine de la recherche, a été octroyé à Mme Lise Blanchette.

Notre regroupement était également présent lors de la rencontre du 14 novembre 1998, organisée par l'Ordre pour les différents regroupements de psychologues.

La journée d'écoute de la Saint-Valentin

Une centaine de psychologues ont bénévolement collaboré à la journée d'écoute de la Saint-Valentin pour répondre aux appels de la population. Une importante campagne de relations de presse a été organisée autour de cet événement et la présence de l'Ordre dans les médias a été très marquée durant la semaine précédant le 14 février.

Collaboration avec les médias

Tout au long de l'année, plus de 250 demandes provenant de recherchistes et de journalistes ont été adressées au Service des communications. La banque de ressources de psychologues intéressés à collaborer avec la presse nous a permis de répondre adéquatement à ces demandes.

Une séance de formation a aussi été organisée à l'intention des psychologues pour leur permettre de mieux comprendre le fonctionnement des médias et les attentes du public. Cette journée de formation, qui a réuni 60 psychologues provenant de tous les coins du Québec, a permis d'améliorer notre banque de ressources et de la rendre plus conforme aux demandes des médias.

Banque de psychologues experts

Un appel à tous les psychologues a été lancé à l'automne de 1998 pour identifier les psychologues experts dans les divers secteurs d'activité. Nous pouvons maintenant faire appel à ces experts identifiés par leurs pairs pour émettre un avis ou élaborer des documents sur des questions reliées aux activités de l'Ordre.

Le rapport financier

Rapport des vérificateurs

Le 23 avril 1999

Aux membres de l'Ordre des psychologues du Québec,

Nous avons vérifié le bilan de l'**Ordre des psychologues du Québec** au 31 mars 1999 et les états des résultats et de l'évolution de la valeur nette pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Ordre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Ordre au 31 mars 1999 ainsi que les résultats de ses activités et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Yvette Raymond
Société en nom collectif
Comptables agréés

Résultat Exercice terminé le 31 mars

	1998 Budget	1998 Résultat	1998 Nettoyeur
Revenus			
Cotisations des membres	2 036 330 \$	2 069 401 \$	2 003 028 \$
Inscriptions et droits	88 912 \$	90 830 \$	110 920 \$
Congrès et ateliers	66 502 \$	65 915 \$	59 732 \$
Publicité et publications	72 250 \$	86 575 \$	64 770 \$
Références téléphoniques	93 461 \$	93 314 \$	86 722 \$
Amendes et divers	7 354 \$	13 655 \$	16 754 \$
Intérêts	51 166 \$	57 630 \$	25 977 \$
	2 415 975 \$	2 477 320 \$	2 367 903 \$
Dépenses			
Admission et registratorat	243 837 \$	223 991 \$	276 115 \$
Bureau du syndic	300 583 \$	296 827 \$	238 637 \$
Discipline	317 618 \$	307 831 \$	295 804 \$
Inspection professionnelle	176 259 \$	132 684 \$	106 566 \$
Conciliation et arbitrage des comptes	21 518 \$	20 771 \$	18 342 \$
Communications externes	132 111 \$	115 573 \$	125 287 \$
Références téléphoniques	144 978 \$	131 359 \$	123 855 \$
Affaires du Bureau	230 881 \$	209 308 \$	197 530 \$
Administration générale	295 325 \$	302 000 \$	238 443 \$
Affaires professionnelles	171 298 \$	162 153 \$	163 136 \$
Congrès et ateliers	70 395 \$	59 482 \$	56 235 \$
Communications internes	238 633 \$	230 172 \$	210 876 \$
Services administratifs	72 539 \$	78 486 \$	48 166 \$
Plan de redressement	—	—	89 561 \$
Règlement de litiges et frais afférents	—	—	77 576 \$
	2 415 975 \$	2 270 637 \$	2 266 129 \$
Excédent des revenus		Neant \$	206 683 \$
			101 774 \$

Évolution de la valeur nette

Exercice terminé le 31 mars 1999

	Investissement en immobilisations	Grevée d'immobilisations d'origine interne	Non affectée	Total	1998	1999
Solde (négatif) au début	189 165 \$	266 315 \$	(136 137) \$	319 343 \$	217 569 \$	
Excédent des revenus (dépenses)	(61 712) \$	—	268 395 \$	206 683 \$	101 774 \$	
Investissement en immobilisations	60 019 \$	—	(60 019) \$	—	—	
Solde à la fin	187 472 \$	266 315 \$	72 239 \$	526 026 \$	319 343 \$	

Bilan
31 mars

	1998	1999
Actif à court terme		
Encaisse	883 126 \$	324 739 \$
Dépôts à terme	—	350 000 \$
Débiteurs	23 829 \$	45 422 \$
Frais payés d'avance	11 900 \$	16 283 \$
Immobilisations, au coût moins l'amortissement cumulé (note 3)	918 855 \$	736 444 \$
Total de l'actif	1 106 327 \$	925 609 \$
Passif à court terme		
Crediteurs	158 759 \$	209 740 \$
Revenus reportés (note 4)	421 542 \$	396 526 \$
	580 301 \$	606 266 \$
Valeur nette		
Investissement en immobilisations	187 472 \$	189 165 \$
Grevée d'immobilisations d'origine interne (note 5)	266 315 \$	266 315 \$
Non affectée	72 239 \$	(136 137) \$
	526 026 \$	319 343 \$
Total du passif et de la valeur nette	1 106 327 \$	925 609 \$

Pour le Bureau

M. Charest
Présidente

Koninckx
Directeur général et secrétaire

Notes complémentaires

31 mars 1999

1. Constitution et nature des activités

L'Ordre, constitué en vertu du Code des professions sanctionné par l'Assemblée nationale du Québec, a pour principale mission la protection du public. Pour ce faire, il s'assure de la qualité des services offerts par les membres, favorise le développement de la profession et défend l'accès à aux services psychologiques.

2. Conventions comptables

Constatation des apports

L'Ordre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Dons reçus sous forme de services

Le fonctionnement de l'Ordre dépend, en partie, des services de nombreux membres bénévoles. Du fait que l'Ordre ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces dons ne sont pas pris en compte dans les états financiers.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif au taux de 20 % pour le mobilier et l'équipement de bureau et selon la méthode linéaire sur cinq ans pour le matériel informatique et dix ans pour les améliorations locatives.

Imputation des dépenses

Les dépenses directement reliées à une activité sont imputées à cette activité et les frais généraux sont répartis en proportion du temps d'affectation du personnel aux activités autres que le plan de redressement et le règlement de litiges. Les montants imputés au plan de redressement et au règlement de litiges représentent donc uniquement les coûts marginaux reliés à ces activités.

3. Immobilisations

	Coté	Amortissement cumulé	1998	1997	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier et équipement de bureau	230 958 \$	140 207 \$	90 751 \$	110 996 \$		
Matiériel informatique	402 524 \$	311 790 \$	90 734 \$	69 002 \$		
Améliorations locatives	28 048 \$	22 061 \$	5 987 \$	9 167 \$		
	661 530 \$	474 058 \$	187 472 \$	189 165 \$		

L'amortissement des immobilisations comptabilisé durant l'exercice s'élève à 61 712 \$ (59 540 \$ en 1998). L'Ordre a acquis au cours de l'exercice des immobilisations totalisant 60 019 \$ (8 183 \$ en 1998).

4. Revenus reportés

Les revenus reportés proviennent de l'encaissement des cotisations de 1999-2000 facturées au cours de l'exercice.

5. Affectations d'origine interne

Ce solde représente un montant réservé à même la valeur nette de l'Ordre dans le but d'assurer le développement de la profession et le perfectionnement du personnel. Ces affectations pourraient aussi être utilisées pour combler un manque temporaire de liquidités.

6. Engagements

L'Ordre s'est engagé, en vertu d'un contrat de location-exploitation échéant en août 2007 et conclu conjointement avec un autre ordre professionnel, à verser un loyer de 1 417 768 \$ pour les locaux qu'il occupe. Les montants approximatifs à payer par l'Ordre en vertu de ces contrats au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2000	151 412 \$
2001	156 423 \$
2002	157 791 \$
2003	159 187 \$
2004	160 611 \$

7. Instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse, des dépôts à terme, des débiteurs et des créateurs correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme. L'Ordre n'encourt pas de risque de crédit significatif à l'égard de ces montants.

8. Prévision financière

Les chiffres présentés sous la colonne « Budget » à l'état des résultats sont fournis à titre d'information seulement. Ils représentent le budget adopté par le Bureau compte tenu de certains engagements qui y ont été apportés.

9. Évolution de la situation financière

L'état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté puisqu'il n'apporterait aucune autre information utile au lecteur qui ne soit déjà présente dans les autres états.

10. Chiffres de l'exercice précédent

Les chiffres de l'exercice précédent, présentés aux fins de comparaison, ont été réagencés pour suivre la présentation adoptée en 1999.

11. Incertitude découlant du passage à l'an 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les systèmes sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1^{er} janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité d'une entité d'exercer normalement ses activités. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur l'Ordre, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

Annexes

Les tableaux statistiques

Les permis selon les catégories

	Régulier	Étudiant	Hors-Québec	Retraité	Total
Au 31-03-98	5558	170	337	134	6199
Nouveaux membres	244	37	14	5	300
Réinscriptions	203	9	29	3	244
Démissions, radiations, décès et retraits	(289)	(13)	(49)	(18)	(369)
Changement de catégories	20	(41)	13	20	12
Au 31-03-99	5736	162	344	144	6386

La répartition des membres au 31 mars 1999 selon le secteur du travail de l'emploi principal

Secteur de travail	Nombre	%
Pratique privée	2064	32,32
Fonction publique	347	5,43
Entreprises privées	364	5,70
Centres hospitaliers	871	13,64
CLSC	384	6,01
Centres Jeunesse	185	2,90
Centres de réadaptation et d'hébergement	371	5,81
Milieu scolaire — niveau primaire	569	8,91
Milieu scolaire — niveau secondaire	276	4,32
Cégeps et collèges	243	3,81
Universités	557	8,72
Autres	155	2,43
TOTAL	6386	100,00

La répartition des membres au 31 mars 1999 selon les régions administratives

Régions	Hommes	Femmes	Total	%
1 - Bas Saint-Laurent / Gaspésie	74	120	194	3,04
2 - Saguenay / Lac Saint-Jean	76	101	177	2,77
3 - Québec	356	782	1138	17,82
4 - Trois-Rivières	128	257	385	6,03
5 - Cantons de l'Est	91	172	263	4,12
6 - Sud de Montréal	105	213	318	4,98
7 - Montréal	904	1939	2843	44,52
8 - Laurentides	152	287	439	6,87
9 - Outaouais / Nord-Ouest	113	173	286	4,48
10 - Hors Québec	126	217	343	5,37
Total	2125	4261	6386	100,00

La répartition des membres au 31 mars 1999 selon la formation

	Nombre	%
Doctorat (Ph. D., D. Ps., autres diplômés)	927	14,52
Scolarité complétée de doctorat	815	12,76
Maîtrise	4644	72,72
Total	6386	100,00

Évolution du nombre des membres de 1972-1973 à 1998-1999

	Nombre		Nombre
1972-1973	887	1986-1987	3 728
1973-1974	1 186	1987-1988	4 030
1974-1975	1 366	1988-1989	4 313
1975-1976	1 560	1989-1990	4 639
1976-1977	1 768	1990-1991	4 936
1977-1978	1 889	1991-1992	5 217
1978-1979	2 037	1992-1993	5 552
1979-1980	2 183	1993-1994	5 763
1980-1981	2 397	1994-1995	5 921
1981-1982	2 553	1995-1996	6 053
1982-1983	2 728	1996-1997	6 131
1983-1984	2 947	1997-1998	6 199
1984-1985	3 176	1998-1999	6 386
1985-1986	3 451		
Les cotisations 1999-2000 (exigibles le 1 ^{er} avril 1999)			
Membre régulier	356,00 \$		
Membre aux études	71,20 \$		
Membre âgé de 65 ans et plus	71,20 \$		
Membre hors Québec	71,20 \$		

Les prévisions budgétaires 1999-2000

	Nombre		Nombre
Revenus		Coûts	
Cotisations des membres	2 082 847,00 \$	Costations des membres	85 075,00 \$
Inscriptions et droits	58 200,00 \$	Publicité et publications	92 675,00 \$
Référence téléphonique	53 323,29 \$	Intérêts	53 323,29 \$
Total des revenus	2 372 120,29 \$		
Dépenses			
Administration et registrariat	245 404,56 \$	Bureau du Syndic	296 175,15 \$
Bureau du Syndic	333 216,17 \$	Discipline	140 738,76 \$
Congrès et ateliers	26 348,27 \$	Inspection professionnelle	130 361,62 \$
Communications internes	138 254,28 \$	Conciliation et arbitrage des comptes	162 670,00 \$
Référence téléphonique	311 460,67 \$	Communications externes	221 357,91 \$
Affaires du Bureau	167 691,23 \$	Référence pour contingences	70 877,60 \$
Administration générale	24 142,38 \$	Excédent	95 000,00 \$
Affaires professionnelles			
Congrès et ateliers			
Communications internes			
Services administratifs			
Réserve pour contingences			
Total des dépenses	2 363 699,60 \$		
Excédent	8 420,69 \$		

La répartition estimée des dépenses

